



COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE  
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE

CONSEIL COMMUNAL DU 23 FÉVRIER 2016  
GEMEENTERAAD VAN 23 FEBRUARI 2016

REGISTRE

REGISTER

**Présents**

Michel Vandercam, *Président ff/d d Voorzitter* ;

**Aanwezig**

Benoît Cerexhe, *Bouwgemestre/Burgemeester* ,

Serge de Patoul, Damien De Keyser, Pascal Lefèvre, Christophe De Beukelaer, Caroline Persoons,

Dominique Harmel, Caroline Lhoir, Helmut De Vos, *Échevins/Schepenen* ,

Willem Draps, Jean-Claude Laes, Claude Caiels, Béatrice de Spirlet, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla

Dejonghe, Françoise de Callatay-Heibiet, Christine Sallé, Priscilla de Beigeyck, Joelle Raskin, Alexia

Bertrand, Georges Dallemagne, Alexandre Pirson, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien

de Bauw, Cécile Vansel, Marina Vamvakas, Sophie Liégeois, Claire Renson-Tihon, Odile Callebaut,

*Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ,

Anne-Marie Claeys-Matthys, *Présidente du C.P.A.S/Voorzuster van het O.C.M.W.* ,

Georges Mathot, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*

**Excusés**

Philippe van Cranem, Francis Delpérée, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*

**Verontschuldigd**

Ouverture de la séance à 20:05

Opening van de zitting om 20.05

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**Secrétariat - Secretariaat**

23.02.2016/A/0001 **CC - Adoption du registre des délibérations de la séance du 26.01.2016**

LE CONSEIL,

Considérant que le procès-verbal de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 22 et 23 ;

DECIDE d'approuver le registre des délibérations de la séance du 26.01.2016.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération

28 votants · 28 votes positifs

---

**GR - Goedkeuring van het register der beraadslagingen van de zitting van 26.01.2016**

DE RAAD,

Overwegende dat het proces-verbaal van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsleden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad, met name de artikels 22 en 23 ,

BESLUIT het register der beraadslagingen van de zitting van 26.01 2016 goed te keuren

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed

28 stemmers : 28 positieve stemmen

*Willem Draps entre en séance / treedt in zitting*

*Jean-Claude Laes entre en séance / treedt in zitting*

*Georges Dallemagne entre en séance / treedt in zitting*

---

23.02.2016/A/0002 **CC - Interpellation - "Trajet du Bus 42 - Plan de mobilité", à la demande de M. T. VARD, citoyen, représentant 82 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 84ter et 89bis ;

Vu le dossier intitulé "Trajet du Bus 42 - Plan de mobilité", inscrit à de l'ordre du jour de la présente séance à la demande de M. T. VARD, citoyen, représentant 82 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins ,

ENTEND ·

- 1 l'interpellation de M. T. VARD, citoyen, représentant 82 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins, dont résumé ci-après établi par l'intéressé ·

"Mesdames et Messieurs les Bourgmestre, Echevins et Conseillers communaux, La STIB a publié le 19 octobre 2015 un "projet de plan directeur bus", préparé en concertation avec chacune des 19 communes bruxelloises. Ce plan était soumis à consultation sur le site de la STIB jusqu'à la fin du mois de janvier 2016. Selon nos informations, les autorités communales doivent transmettre leurs commentaires au projet pour la fin du mois de février 2016

Ce projet prévoit un tout nouveau tracé pour l'autobus 42. Le projet de tracé prévoit de passer par la rue du Bemel, notamment à l'aller et au retour pour la portion située entre le carrefour avec l'avenue des Volontaires et le carrefour avec l'avenue de l'Atlantique.

La rue du Bemel est une voie .

à statut de caractère local,

de largeur carrossable étroite,

avec, dans la plupart du tronçon concerné, des trottoirs étroits et maisons sans

recul,  
avec présence d'une école maternelle et d'une place de jeux,  
de plus en plus utilisée, dans les deux sens, comme trajet préférentiel par les  
cyclistes,  
qui subit un important trafic de transit.

Suite aux nombreux désagréments (danger grandissant pour les enfants,  
accrochages de véhicules, embouteillages, etc), la partie située entre la drève  
de Nivelles et l'avenue de l'Atlantique, où on dénombre 4 passages pour  
piétons sur une distance de 200 mètres, a été sécurisée depuis juin 2009 par  
une mise en sens unique, l'installation de casse-vitesse et plateaux et une mise  
en zone 30 km/heure.

Vu ces éléments, le tracé du bus 42 proposé pour cette partie du trajet, y  
compris dans le tronçon avenue de l'Atlantique - avenue Mostinck, apparaît  
irréaliste pour de nombreux riverains. Ceux d'entre eux ayant eu la chance  
d'être informés du projet dans les délais ont donc réagi auprès de la STIB.

**Ils souhaitent cependant poser aux autorités communales les questions  
suivantes :**

1.1 Pourquoi les autorités communales n'ont-elles pas informé et consulté les  
riverains du projet de bus 42 qui modifie de manière substantielle les  
conditions de vie et de déplacement ?

1.2 Etant donné ce nouveau Plan Bus, la phase de consultation du plan de  
mobilité ne devrait-elle pas être rouverte ?

1.3 Sinon, comment le projet de plan mobilité va-t-il tenir compte de ce nouvel  
élément ?

2.1 Dans le cadre des consultations entre la STIB et les autorités communales,  
quels critères ont été utilisés pour définir la proposition de tracé du bus 42 ?

2.2 Des alternatives ont-elles été proposées ?

2.3 Si oui, pourquoi n'ont-elles pas été retenues ?

3.1 Les autorités communales ont-elles déjà statué sur la réponse à apporter à la  
STIB ?

3.2 Si oui, peuvent-elles nous informer de cette réponse ?

3.3 Si non, envisagent-elles d'informer/consulter, préalablement à l'envoi, les  
citoyens concernés de son projet de réponse à la STIB, comprenant  
d'éventuelles adaptations du tracé et de leurs motivations ?

4 Plus généralement, dans le cadre du plan de mobilité, les autorités  
communales pensent-elles modifier l'approche du passé qui consistait à  
protéger la rue du Bemel, voie à statut local, d'un trafic de transit grandissant  
?" ;

2. Mme A.-C. d'URSEL, conseiller communal ;

3. la réponse qui leur est donnée par M. D. DE KEYSER, échevin ;

4. les échanges entre M. T. VARD, Mme A.-C. d'URSEL et M. D. DE KEYSER ;

5. de même que l'intervention de Mme C. RENSON, conseiller communal.

Le Conseil entend l'interpellation et la réponse donnée.

## Mobilité - Stationnement - Mobiliteit - Parkeerbeleid

23.02.2016/A/0003 CC - S.T.I.B. - Plan Directeur Bus - Avis

LE CONSEIL,

Vu la modification, à la demande de tous les membres présents du Conseil communal, de l'ordre de présentation des points inscrits à l'ordre du jour de la présente séance du Conseil communal et particulièrement l'ordre de présentation du présent point ,

Vu le projet du Service Public Régional de Bruxelles-Capitale de renforcer la desserte de plusieurs quartiers de la Région de Bruxelles-Capitale par la création de nouvelles lignes d'autobus et par la modification de l'itinéraire de certaines lignes existantes, dit "Plan Directeur Bus" ;

Considérant que le projet de Plan Directeur Bus prévoit pour le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre uniquement la modification de l'itinéraire de la ligne d'autobus n° 42 en lui faisant emprunter depuis la station de métro Roodebeek, l'avenue Paul Hymans, l'avenue Pauwels, l'avenue du Val d'Or, l'avenue de Tervueren, l'avenue Jules César, la rue du Bemel, l'avenue des Volontaires, l'avenue des Frères Legrain, la drève de Nivelles pour poursuivre son itinéraire vers le pôle d'échange Delta et la gare de Boitsfort ;

Considérant que le tracé retenu emprunte des artères dont ni le gabarit, ni l'infrastructure ne sont adaptés au passage régulier de véhicules lourds et de grand gabarit ;

Considérant que le projet de Plan Directeur Bus n'apporte aucune amélioration à la ligne d'autobus n° 36 très irrégulière et exploitée avec de mauvaises fréquences notamment en soirée et le samedi .

Considérant que le projet de Plan Directeur Bus ne prend en compte ni le développement, ni la requalification du quartier de Stockel, ni la desserte de son hinterland constitué des communes de Kraainem et de Wezembeek-Opem ;

DECIDE .

1. d'émettre l'avis suivant à l'égard du projet de Plan Directeur Bus préparé par les services de la S T I.B. et du Service Public Régional de Bruxelles-Capitale .

Le Conseil communal de Woluwe-Saint-Pierre .

- regrette vivement que le projet de Plan Directeur Bus n'apporte aucune solution aux liaisons entre les différents quartiers de Woluwe-Saint-Pierre et en particulier aux causes de l'irrégularité et aux mauvaises fréquences de la ligne d'autobus n° 36 ,
- constate que le seul élément positif du Projet de Plan Directeur Bus est la liaison entre le quartier du Chant d'Oiseau et le pôle d'échange Delta et une meilleure desserte de ce quartier ;
- constate que le projet de Plan Directeur Bus ne tient pas compte du développement et de la requalification de la partie Est de la commune et tout particulièrement des environs de la place Dumon et du quartier de Joli-Bois ;

- constate que le plan n'apporte aucune amélioration de la desserte de la zone de chalandise du centre commercial de Stockel constituée par le territoire des communes de Kraainem et de Wezembeek ;
- regrette que le projet de Plan Directeur Bus se limite à la création d'un nouveau et long itinéraire pour la ligne d'autobus n° 42 passant par des artères étroites dont l'infrastructure est inadaptée au passage régulier de véhicules lourds comme les autobus de la S.T.I.B., devant franchir des carrefours et zones réputés difficiles, le tout générateur d'irrégularités d'exploitation, peu attractif et souvent parallèle à des tracés d'autres lignes existantes de métro, de tram ou d'autobus ;
- s'oppose au passage des autobus dans les artères communales inadaptées comme les avenues du Val d'Or et Don Bosco ainsi que la rue du Bemel ,
- propose de retenir conformément au plan ci-annexé une structure alternative pour le Plan Directeur Bus pour le territoire de Woluwe-Saint-Pierre, à savoir .
  - prolongation de la nouvelle ligne d'autobus n° 28 place Madou - Konkel de ce dernier arrêt au rond-point de l'Orée en empruntant les artères suivantes : chaussée de Stockel, Val des Seigneurs, place Dumon, avenue d'Huart, avenue des Grands Prix, Tir aux Pigeons, avenue des Dames Blanches ;
  - limitation de l'itinéraire de la ligne d'autobus n° 36 au tronçon Schuman - Musée du tram en suivant son itinéraire actuel au travers de la commune d'Etterbeek et du quartier du Chant d'Oiseau avec desserte de la maison communale ;
  - création d'une nouvelle ligne d'autobus 42 suivant l'itinéraire . Solbosch (ULB) - Delta - Saint-Julien - avenue Lebon - drève de Nivelles - avenue des Frères Legrain - avenue du Chant d'Oiseau - avenue de l'Atlantique - avenue Jules César - avenue de Tervueren - avenue Jules de Trooz - avenue Charles Thielemans - rue P. De Cock - boulevard de la Woluwe - Musée du Tram - avenue Parmentier - rue au Bois - avenue Van der Meerschen - Tir aux Pigeons - avenue d'Huart - place Dumon - avenue de Hinnisdael - rue de la Limite - métro Kraainem - U.C L Saint-Luc - Lenneke Marelaan - Viaduc E40 ;

2. de transmettre le présent avis aux personnes et institutions suivantes .

- le Ministre des Communications de la Région de Bruxelles-Capitale ,
- l'Administrateur-Directeur Général de la S.T.I.B. ;
- les Collèges de Bourgmestrie et Echevins des communes de Woluwe-Saint-Lambert, de Kraainem, d'Etterbeek et d'Ixelles

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

## **GR - M.I.V.B. - Richtplan Bus - Advies**

DE RAAD,

Gelet op de wijziging, op vraag van alle aanwezige leden van de Gemeenteraad, van de volgorde van presentatie van de punten ingeschreven op de dagorde van deze zitting van de Gemeenteraad en meer bepaald van de volgorde van presentatie van onderhavig punt ;

Gezien het ontwerp van de Gewestelijke Overheidsdienst van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om de bediening van verschillende wijken van het Brussels gewest te versterken door de creatie van nieuwe buslijnen en door de wijziging van de reisweg van een aantal bestaande lijnen, genoemd het "Richtplan Bus" ;

Overwegende dat het ontwerp van het Richtplan Bus voor het grondgebied van de Gemeente Sint-Pieters-Woluwe enkel de wijziging van de reisweg van de buslijn nr. 42 voorziet vanaf het metrostation Roodebeek en verder via de Paul Hymanslaan, de Pauwelslaan, de Guldendallaan, de Tervurenlaan, de Julius Caesarlaan, de Bemelstraat, de Vrijwilligerslaan, de Gebroeders Legrainlaan, de Nijvelsedreef om haar reisweg verder te zetten naar de overstappool Delta en het station van Bosvoorde ,

Overwegende dat het weerhouden tracé wegen gebruikt waarvan noch het profiel, noch de infrastructuur zijn aangepast aan de regelmatige doortocht van zware en grote voertuigen ;

Overwegende dat het ontwerp van het Richtplan Bus geen enkele verbetering voorziet van de buslijn nr. 36 die zeer onregelmatig is en wordt uitgebaat met slechte frequenties met name 's avonds en op zaterdag ;

Overwegende dat het ontwerp van het Richtplan Bus geen rekening houdt met de ontwikkeling en de herkwalificatie van de wijk van Stokkel, noch met de bediening van zijn hinterland gevormd door de gemeenten Kraainem en Wezembeek-Oppem ,

**BESLUIT .**

- 1 het volgend advies uit te brengen betreffende het ontwerp van het Richtplan Bus dat werd voorbereid door de diensten van de M.I.V.B. en de Gewestelijke Overheidsdienst van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest .

De Gemeenteraad van Sint-Pieters-Woluwe ·

- betreurt ten eerste dat het ontwerp van het Richtplan Bus geen enkele oplossing biedt aan de verbindingen tussen de verschillende wijken van Sint-Pieters-Woluwe en in het bijzonder aan de oorzaken van de onregelmatigheden en aan de slechte frequenties van de buslijn nr. 36 ,
- stelt vast dat het enig positief element van het ontwerp van het Richtplan Bus de verbinding is tussen de wijk van Vogelzang en de overstappool Delta en een verbeterde bediening van deze wijk ;
- stelt vast dat het ontwerp van het Richtplan Bus geen rekening houdt met de ontwikkeling en de herkwalificatie van het Oostelijk deel van de gemeente en in het bijzonder de omgeving van het Dumonplein en de wijk van Mooi-Bos ;
- stelt vast dat het plan geen verbetering voorziet voor de bediening van

het hinterland van het commercieel centrum van Stokkel gevormd door het grondgebied van de gemeenten Kraainem en Wezembeek-Oppem ;

- betreft dat het ontwerp van het Richtplan Bus zich beperkt tot de creatie van een nieuwe en lange reisweg voor de buslijn nr. 42 die loopt via smalle wegen waarvan de infrastructuur niet is aangepast voor de regelmatige doortocht van zwaar verkeer zoals de bussen van de M.I.V B en waarbij bekende moeilijke kruispunten en zones worden doorkruist wat zal leiden tot een onregelmatige en weinig attractieve exploitatie die dikwijls parallel loopt met bestaande metro-, tram- of buslijnen ;

- verzet zich tegen de doortocht van bussen in de onaangepaste gemeentewegen zoals de Guldendallaan en Don Boscolaan evenals de Bemelstraat ,

- stelt voor om conform het plan in bijlage een alternatieve structuur te weerhouden voor het Richtplan Bus voor het grondgebied van Sint-Pieters-Woluwe, te weten :

- verlenging van de nieuwe buslijn nr. 28 Madouplein - Konkel van deze laatste halte tot aan het Bosrandplein via de volgende wegen : Stokkelsesteenweg, Herendal, Dumonplein, d’Huartlaan, Grote Prijzenlaan, Duivenschieting, Witte Vrouwenlaan ,

- beperking van de route van de buslijn nr. 36 tot het gedeelte Schuman - Tiammuseum via haar huidige reisweg door de gemeente Etterbeek en de wijk van Vogelzang met bediening van het gemeentehuis;

- creatie van een nieuwe buslijn 42 via de volgende reisweg . Solbosch (ULB) - Delta - Sint-Juliaan - Lebonlaan - Nijvelsedreef - Gebroeders Legramlaan - Vogelzanglaan - Atlantische Oceaanlaan - Julius Caesarlaan - Tervurenlaan - Jules de Troozlaan - Charles Thielemanslaan - P De Cockstraat - Woluwelaan - Trammuseum - Parmentierlaan - Bosstraat - Van der Meerschenlaan - Duivenschieting - d’Huartlaan - Dumonplein - de Hinnisdaellaan - Grensstraat - metro Kraainem - U.C L Saint-Luc - Lenneke Marelaan - Viaduct E40 ;

2 het huidig advies over te maken aan de volgende personen en instellingen .

- de Minister van Verkeer van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
- de Bestuurder-Directeur Generaal van de M.I.V B ;
- de Colleges van Burgemeester en Schepenen van de gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe, Kraainem, Etterbeek en Elsene.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers · 31 positieve stemmen.

23.02.2016/A/0004 CC - Interpellation - "Installation d'un agoraspace rue du Bemel", à la demande de M. J. WATERKEYN, citoyen, représentant 48 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 84ter et 89bis ;

Vu le dossier intitulé "Installation d'un agoraspace rue du Bemel", inscrit à l'ordre du jour de la présente séance à la demande de M. J. WATERKEYN, citoyen, représentant 48 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. J. WATERKEYN, citoyen, représentant 48 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Mesdames et Messieurs les Bourgmestre, Echevins et Conseillers communaux, Nous avons appris récemment, suite à une question posée concernant la coupe d'arbres sur le terrain de foot de la rue du Bemel, que la commune avait l'intention d'installer un agoraspace en lieu et place de l'actuel terrain de foot se situant derrière la plaine de jeux.

L'installation d'une infrastructure sportive à ciel ouvert dans un quartier résidentiel nous pose une série de questions et soulève chez nous de sérieuses inquiétudes

Tout d'abord, nous nous étonnons de ne jamais avoir été informés de ce projet. Comment se fait-il qu'en tant que riverains et parents nous n'ayons jamais été consultés par la commune ?

Une étude a-t-elle été menée quant à savoir si un agoraspace répond à une demande réelle ? Si oui, qu'elle en a été la méthodologie et quels en sont les résultats ?

Pourquoi ne pas privilégier une zone non habitée comme le parc de la Woluwe pour installer ce type d'installation ?

Comment comptez-vous gérer les nuisances qui sont déjà présentes avec la plaine de jeux, le parking de l'école et le terrain de foot existant qui sont tous les 3 ouverts 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ?

Par nuisances nous entendons . le tapage nocturne, les petits trafics, la consommation d'alcool et de stupéfiants, les déchets laissés sur place qu'il revient aux parents et riverains de ramasser avant de laisser les jeunes enfants jouer.

Comptez-vous, comme au Dames Blanches, demander aux riverains de gérer les heures d'ouverture ?

Réalisez-vous qu'un agoraspace n'est pas une plaine de jeux. Et que la gestion d'un tel endroit n'est donc pas comparable ?

Avez-vous tenu compte dans votre projet du retour d'expériences des réalisations similaires dans le quartier, à savoir l'installation du "Paradis des

Enfants" et celle de l'avenue des Traquets ?

Pourquoi n'avoir pas réalisé une enquête publique avec étude d'incidences ?

Pouvez-vous nous garantir que vous avez mené les études environnementales et techniques nécessaires et requises pour l'installation d'un projet en dur dans un espace vert et de surcroît partiellement sur un bassin d'orage ?

Aviez-vous un permis pour abattre les arbres en bordure du terrain de foot ?

Prévoyez-vous la rénovation de la plaine de jeux qui en a grandement besoin ?

Ne serait-il pas préférable d'allouer le budget prévu pour l'agoraspaces à la rénovation de cette plaine de jeux qui est la seule à offrir dans le quartier un espace pour les plus jeunes enfants ?

Sachez finalement qu'il existe une réelle demande pour d'autres projets comme celui de la création d'un potager collectif.

Un projet de ce type a été récemment proposé à l'Échevin de l'environnement, de la politique des déchets, de l'énergie, du développement durable, de l'Agenda 21 et des espaces verts.

Ce projet dynamiserait la vie de quartier ainsi que les relations inter familles et inter générationnelles. Il offrirait une dimension pédagogique importante auprès des écoles du quartier. Il s'inscrirait finalement en parfaite complémentarité avec le compost déjà existant ainsi qu'avec les projets du "Chant d'Oiseau Quartier Durable".

Pourquoi un projet voulu et demandé par les riverains ne serait-il pas retenu pour occuper le terrain de foot existant ?

Nous vous remercions pour votre attention et pour les réponses que vous nous donnerez." ,

2. Mme A.-C. d'URSEL, conseiller communal ;
3. la réponse qui lui est donnée par M. B. CEREXHE, bourgmestre, et par Mme C. LHOIR, échevin ;
4. les échanges entre M. J. WATERKEYN, J.-C. LAES, conseiller communal, Mme A. BERTRAND, conseiller communal, et M. B. CEREXHE

Le Conseil entend l'interpellation et la réponse donnée.

---

23 02.2016/A/0005 **CC - Groupements patriotiques - Modification de la répartition des subsides - Exercice 2016**

LE CONSEIL,

Considérant que les crédits nécessaires à l'attribution de subsides en faveur de divers groupements patriotiques ont été inscrits à l'article de dépenses 7630/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2016 avec la répartition suivante :

- 800,00 EUR pour l'Union des Groupements Patriotiques (U.G.P.)
- 400,00 EUR pour l'Union des Fraternelles des Anciens Combattants (U.F.A.C.) - Section W.S.P.
- 400,00 EUR pour la Fraternelle du Corps de Volontaires pour la Corée

- 400,00 EUR pour la Royale Union des Services de Renseignements et d'Action;

Vu la lettre du 16.11.2015 par laquelle l'Union des Groupements Patriotiques représentée par M. Pierre FALCKENBACK, président, et par M. Georges VAN VLASSELAER, secrétaire-trésorier, signale que les membres de l'U.G.P. ont cessé toute activité au 31.12.2015 et ont prononcé la dissolution dudit groupement patriotique et par laquelle l'Union demande d'accorder le subside communal prévu pour l'U.G.P. à l'A.S.B.L. Royale Union des Fraternelles des Anciens Combattants - section de Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant que l'A.S.B.L. Royale Union des Fraternelles des Anciens Combattants - Section de Woluwe-Saint-Pierre reste la seule association patriotique encore représentée sur le plan local ;

DECIDE de modifier comme suit la répartition des subsides en faveur de divers groupements patriotiques inscrits à l'article de dépenses 7630/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2016 :

- 1.200,00 EUR pour l'A.S.B.L. Royale Union des Fraternelles des Anciens Combattants (R.U.F.A.C.) - Section W.S.P.
- 400,00 EUR pour la Fraternelle Royale du Corps de Volontaires pour la Corée (F.R.C.V.C.)
- 400,00 EUR pour la Royale Union des Services de Renseignements et d'Action (R.U.S.R.A.)

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération  
31 votants . 31 votes positifs.

---

#### **GR - Vaderlandslievende verenigingen - Wijziging van de verdeling van de subsidies - Dienstjaar 2016**

DE RAAD,

Overwegende dat de nodige kredieten voor het toekennen van subsidies ten gunste van diverse vaderlandslievende verenigingen werden ingeschreven op het uitgavenartikel 7630/332-02 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2016 met de volgende onderverdeling ,

- 800,00 EUR voor de Vereniging der Vaderlandse Groeperingen (V.V.G.)
- 400,00 EUR voor de Vereniging der Oudstrijders Verbroederings (V.O.V.) - Afdeling S.P.W
- 400,00 EUR voor de Verbroedering van het Vrijwilligerskorps voor Korea
- 400,00 EUR voor de Koninklijke Unie der Inlichtings- en ActieDiensten ,

Gelet op de brief van 16.11.2015 waarbij de Vereniging der Vaderlandse Groeperingen, vertegenwoordigd door Dhr. Pierre FALCKENBACK, voorzitter, en door Dhr. Georges VAN VLASSELAER, secretaris-schatbewaarder, meedeelt dat de

leden van de V.V.G. op 31 12 2015 alle werkzaamheden neergelegd hebben en de ontbinding van voornoemde vaderlandslievende vereniging kenbaar gemaakt hebben en waarbij de Vereniging vraagt om de gemeentelijke subsidie voorzien voor de V.V.G. toe te kennen aan de V.Z.W. Koninklijke Vereniging der Oudstrijders Verbroederings - Afdeling Sint-Pieters-Woluwe ;

Overwegende dat de V.Z.W. Koninklijke Vereniging der Oudstrijders Verbroederings - afdeling Sint-Pieters-Woluwe de enige vaderlandslievende vereniging blijft op lokaal vlak ;

BESLUIT de verdeling van de subsidies ten gunste van diverse vaderlandslievende verenigingen op het uitgavenartikel 7630/332-02 van de gewone dienst vande begroting van het dienstjaar 2016 als volgt te wijzigen .

- 1.200,00 EUR voor de V.Z.W. Koninklijke Vereniging der Oudstrijders Verbroederings (K.V.O.V.) - Afdeling S.P.W.
- 400,00 EUR voor de Koninklijke Verbroedering van het Vrijwilligerskorps voor Korea (K.V.V.K.K.)
- 400,00 EUR voor de Koninklijke Unie der Inlichtings- en ActieDiensten (K.U.I.A.D.)

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers · 31 positieve stemmen.

---

## **Famille - Jeunesse - Seniors - Service social - Famille - Jeugd - Senioren - Sociale dienst**

23.02.2016/A/0006 **CC - Prévention - Plan local de Prévention et de Proximité de la Région de Bruxelles-Capitale - Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Woluwe-Saint-Pierre - Approbation - Année 2015**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du 20 11 2015 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant des subventions dans le cadre du Plan local de Prévention et de Proximité pour l'année 2015 ,

Considérant que le Plan local de Prévention et de Proximité pour l'année 2015 a pour objectif de mettre en place une politique de prévention sociale et intégrée visant à contribuer aux objectifs suivants :

1. l'amélioration de la qualité de vie de tous les citoyens ;
2. la prise en compte des besoins locaux en matière de sécurité, permettant de tendre à un niveau de sécurité acceptable ;
3. le développement de dispositifs de sanctions, notamment la lutte contre les incivilités, dans un contexte intégrant l'élément pédagogique ;

Considérant que, plus précisément, les actions communales s'articuleront, de façon transversale et sur base des constats permis par la rédaction d'un diagnostic local de

sécurité, autour de cinq axes de travail :

1. la présence visible et rassurante dans les espaces publics ;
2. la lutte contre le décrochage scolaire ,
- 3 la lutte contre les incivilités ,
4. la médiation des conflits ;
- 5 la lutte contre le radicalisme (à partir du 01.07.2015) ,

Considérant que l'arrêté précité octroie à la commune de Woluwe-Saint-Pierre une subvention d'un montant de 505.528,92 EUR inscrit à l'article 3000/465-08 du service ordinaire du budget de l'exercice 2015 ;

Vu la convention relative au Plan local de Prévention et de Proximité pour l'année 2015 de la Région de Bruxelles-Capitale à conclure avec la commune de Woluwe-Saint-Pierre en vue de l'obtention dudit subside ;

DECIDE d'approuver la convention relative au Plan local de Prévention et de Proximité pour l'année 2015 de la Région de Bruxelles-Capitale à conclure entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Woluwe-Saint-Pierre, telle que reprise en annexe

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs

---

**GR - Preventie - Lokaal Preventie- en Buurtbeleidsplan van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe - Goedkeuring - Jaar 2015**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van 20.11.2015 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot toekenning van toelagen in het kader van het lokaal Preventie- en Buurtbeleidsplan voor het jaar 2015 ;

Overwegende dat het lokaal Preventie- en Buurtbeleidsplan voor het jaar 2015 tot doel heeft een sociaal en geïntegreerd beleid te voeren om bij te dragen tot de volgende objectieven .

1. verbetering van de levenskwaliteit van alle burgers ,
- 2 inachtneming van de plaatselijke behoeften op het vlak van veiligheid zodat kan gestreefd worden naar een aanvaardbaar veiligheidsniveau ;
3. ontwikkeling van strafmaatregelen, met name de bestrijding van onbeschaafdheden op een pedagogisch verantwoorde wijze ;

Overwegende dat, meer bepaald, de gemeentelijke acties zich op transversale wijze en op basis van de vaststellingen voortvloeiend uit het opstellen van een lokale veiligheidsdiagnose zullen concentreren rond vijf werkdomeinen :

- 1 zichtbare en geruuststellende aanwezigheid in openbare ruimten ,
2. bestrijding van schoolverzuim ,
- 3 bestrijding van onbeschaafdheden ,
4. bemiddeling bij conflicten ;
- 5 bestrijding van radicalisme (vanaf 01 07 2015) ;

Overwegende dat het bovenvermeld besluit aan de gemeente Sint-Pieters-Woluwe een subsidie van 505 528,92 EUR toekent, ingeschreven op het artikel 3000/465-08 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015 ;

Gelet op de overeenkomst met betrekking tot het lokaal Preventie- en Buurtbeleidsplan voor het jaar 2015 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest af te sluiten met de gemeente Sint-Pieters-Woluwe met het oog op het toekennen van de voornoemde toelage ;

BESLUIT de overeenkomst goed te keuren met betrekking tot het lokaal Preventie- en Buurtbeleidsplan voor het jaar 2015 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest af te sluiten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, zoals opgenomen in bijlage.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed  
31 stemmers . 31 positieve stemmen.

---

## Politique RH - HR-Beleid

23.02.2016/A/0007 **CC - Personnel communal non-enseignant, personnel enseignant à charge de la commune et personnel du C.P.A.S. - Prime à la vie chère au personnel des pouvoirs locaux domicilié en Région de Bruxelles-Capitale - Arrêté du Gouvernement du 26.11.2015 - Octroi - Année 2015**

LE CONSEIL,

Vu la constitution coordonnée, notamment l'article 162 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117, 119 et 145 ,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26.11.2015 octroyant aux communes un subside visant à financer une prime à la vie chère de 360,00 EUR par an, par équivalent temps plein, cotisations patronales comprises, au personnel des pouvoirs locaux domicilié en Région de Bruxelles-Capitale et ce pour la période du 01.01.2015 au 31.01.2015 ,

Vu le procès-verbal de la réunion du 23.02.2016 du Comité de concertation entre la commune et le C.P.A.S. ;

Vu le protocole signé le 23.02.2016 entre les délégations de l'autorité communale et du C.P.A.S. de Woluwe-Saint-Pierre et les organisations syndicales représentatives du personnel de la commune et du C.P.A.S. conformément aux dispositions de l'article 30 de l'arrêté royal du 28.09.1984 portant exécution de la loi du 19.12.1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités par lequel la CSC marque son accord, la CGSP marque son désaccord et le SLFP marque son désaccord ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer le montant de la prime pour l'année 2015 ;

Vu le mode de calcul ci-annexé de ladite prime ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE .

### **Article 1**

Une prime à la vie chère, calculée conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 26 11.2015, est accordée pour l'année 2015 au personnel communal non enseignant, personnel enseignant à charge de la commune et personnel du C.P A S. inscrits au registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour la période de référence allant du 01.01 2015 au 31 12 2015 énuméré ci-après :

1. le personnel administratif, technique, ouvrier, des bibliothèques, des crèches, des écoles et de nettoyage, nommé à titre définitif, à l'essai et contractuellement ;
2. le personnel contractuel subventionné et contractuel subventionné de remplacement ;
3. le personnel dit intérimaire, en remplacement d'un membre du personnel absent, pour autant que les prestations couvrent au moins 20 jours ouvrables pendant la période de référence ;
4. le personnel enseignant à charge de la commune ;
5. le personnel du C.P.A.S.

Les membres du personnel dont les prestations ne couvrent pas la totalité de la période de référence ou dont les prestations ne couvrent pas des journées entières (1976 heures/an), recevront la prime au prorata des prestations effectuées.

### **Article 2**

La prime est calculée comme suit .

- le nombre total des membres du personnel à charge des pouvoirs locaux domicilié en Région de Bruxelles-Capitale du 1er janvier au 31 décembre de l'année 2015 ;
- la prime sera calculée sur base du pourcentage du traitement auquel à droit l'agent par rapport à un temps plein, multiplié par le montant de 360,00 EUR ;
- l'agent qui change de domicile, la prime à la vie chère est payée à partir du mois qui suit la date d'inscription de l'agent au registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- l'octroi de la prime à la vie chère prend fin le premier jour du mois qui suit la radiation de l'agent du registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, sauf s'il est inscrit dans les registres de la population d'une autre commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

### **Article 3**

La prime par bénéficiaire pour l'année 2015 est fixée à 291,85 EUR (cfr. mode de calcul annexé à la présente délibération).

Elle est liquidée en une seule fois, au terme de la période de référence et n'est pas soumise à indexation

### **Article 4**

Les membres du personnel sont tenus d'informer leur employeur de leur changement de

domicile. Dans le cas où un membre du personnel signale son changement de domicile avec retard, une régularisation de traitement sera effectuée à la date effective du changement de domicile. Si cette régularisation implique une récupération de salaire, cette récupération sera automatique, dans les limites fixées par la loi sur la protection de la rémunération.

#### **Article 5**

La prime sera versée aux membres du personnel qui ne seraient plus en fonction à la date de liquidation de la prime mais qui remplissaient les conditions entre le 01.01.2015 et le 31.12.2015.

#### **Article 6**

La présente délibération sort ses effets à la date de son approbation par l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants . 31 votes positifs.

---

### **GR - Niet-onderwijzend gemeentepersoneel, onderwijzend personeel ten laste van de gemeente en personeel van het O.C.M.W. - Levensduurtepremie voor het in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gedomicilieerde personeel van de plaatselijke besturen - Besluit van de Regering van 26.11.2015 - Toekenning - Jaar 2015**

DE RAAD,

Gelet op de gecoördineerde grondwet, met name artikel 162 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117, 119 en 145 ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26.11.2015 tot toekenning van een subsidie aan de gemeenten tot financiering van een levensduurtepremie van 360,00 EUR per jaar, uitgedrukt in voltijds equivalenten, werkgeversbijdragen inbegrepen voor het personeel van de plaatselijke besturen gedomicilieerd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en dit voor de periode van 01.01.2015 tot 31.12.2015 ,

Gelet op het proces-verbaal van de vergadering van 23.02.2016 van het Overlegcomité tussen de gemeente en het O.C.M.W. ,

Gelet op het protocol getekend op 23.02.2016 tussen de afvaardigingen van de gemeenteverheid en van het O.C.M.W. van Sint-Pieters-Woluwe en de vertegenwoordigende vakorganisaties van het gemeentepersoneel en van het personeel van het O.C.M.W., overeenkomstig de bepalingen van artikel 30 van het koninklijk besluit van 28.09.1984 houdende uitvoering van de wet van 19.12.1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel waarbij ACV akkoord gaat, ACOD niet akkoord gaat en VSOA niet akkoord gaat ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om het bedrag voor het jaar 2015 vast te stellen ;

Gelet op de hierbijgevoegde berekeningswijze van betreffende premie ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT .

#### **Artikel 1**

Een levensduurtepremie, berekend overeenkomstig de bepalingen van het besluit van

de Regering van 26.11.2015, wordt toegekend voor het jaar 2015 aan het niet-onderwijzend gemeentepersoneel, het onderwijzend personeel ten laste van de gemeente en het personeel van het O C M W ingeschreven in het bevolkingsregister van één van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tijdens de referentieperiode van 01.01.2015 tot 31 12 2015 en zoals hierna opgesomd :

- 1 het administratief, technisch en werkliedenpersoneel, het personeel van de bibliotheken, de kinderdagverblijven en de scholen, en het onderhoudspersoneel, vastbenoemd, in stage of contractueel ;
2. het gesubsidieerde contractuele personeel en het vervangend gesubsidieerde contractuele personeel ,
3. het personeel genaamd interim, aangeworven ter vervanging van een afwezig personeelslid, voor zover de prestaties minimum 20 werkdagen tellen gedurende de referentieperiode ,
4. het onderwijzend personeel ten laste van de gemeente ,
- 5 het personeel van het O.C.M W.

De personeelsleden van wie de prestaties niet de volledige referentieperiode omvatten, of van wie de prestaties geen volledige dagen omvatten (1976 uren/jaar), zullen de premie ontvangen naar rato van de gepresteerde uren.

#### **Artikel 2**

De premie wordt als volgt berekend :

- het totale aantal personeelsleden ten laste van de plaatstelijke besturen gedomicilieerd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tussen 1 januari en 31 december van het jaar 2015 ;
- de premie zal berekend worden op basis van het weddenpercentage waarop het personeelslid recht heeft in verhouding tot een voltijdse betrekking, vermenigvuldigd met het bedrag van 360,00 EUR ;
- voor het personeelslid dat zijn domicilie wijzigt, wordt de levensduurpremie uitbetaald vanaf de maand die volgt op de datum van zijn inschrijving in het bevolkingsregister van één van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
- de toekenning van de levensduurpremie eindigt op de eerste dag van de maand die volgt op de schrapping van het personeelslid uit het bevolkingsregister van één van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behalve indien hij of zij is ingeschreven in de bevolkingsregisters van een andere gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

#### **Artikel 3**

De premie per begunstigde voor het jaar 2015 is vastgesteld op 291,85 EUR (cfr berekeningswijze toegevoegd aan huidige beraadslaging).

Zij wordt éénmalig uitbetaald op het einde van de referentieperiode en is niet onderworpen aan indexering.

#### **Artikel 4**

De personeelsleden moeten hun werkgever op de hoogte houden van hun wijziging

van domicile. Indien een personeelslid zijn wijziging van domicile laattijdig meedeelt, zal er een weddereregularisatie uitgevoerd worden, rekening houdend met de werkelijke datum van wijziging van domicile. Indien deze regularisatie uitmondt in een recuperatie van te veel uitbetaald loon, zal deze recuperatie automatisch zijn, binnen de perken vastgesteld door de wet betreffende de bescherming van het loon.

#### **Artikel 5**

De premie zal uitbetaald worden aan de personeelsleden die op de datum van de uitbetaling niet meer in dienst zouden zijn maar die wel de voorwaarden vervulden tussen 01.01 2015 en 31 12.2015.

#### **Artikel 6**

De huidige beraadslaging wordt van kracht op datum van goedkeuring door de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed  
31 stemmers . 31 positieve stemmen.

---

### **Service juridique - Juridische dienst**

23.02.2016/A/0008 **CC - Contentieux - Environnement - Nuisances liées au survol aérien de la commune - Action devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles - Autorisation d'ester en justice**

LE CONSEIL,

Vu l'instruction ministérielle du 15.03.2012 donnée par le Secrétaire d'Etat à la Mobilité à Belgocontrol en exécution des accords du Conseil des Ministres des 19.12.2008 et 26.02.2010 en matière de procédure de décollage et de sélection des pistes, dénommée "plan WATHELET" et son instruction complémentaire impliquant la mise en œuvre de nouvelles consignes pour l'utilisation des pistes de décollage et routes aériennes à dater du 06.02.2014 ;

Vu les différentes interpellations de riverains, de comités de quartier, de conseillers communaux de Woluwe-Saint-Pierre ;

Vu les motions adoptées par le Conseil communal de Woluwe-Saint-Pierre concernant les nuisances occasionnées par le survol aérien abusif de la commune ;

Vu l'action en cessation environnementale introduite en date du 09.05.2014 devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles par la Région de Bruxelles-Capitale, procédée à laquelle se sont jointes différentes communes bruxelloises ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins du 19.06 2014 désignant la S.P.R.L CAMBIER ASSOCIATIONS D'AVOCATS, représentée par Me Benoît CAMBIER, avenue Winston Churchill 253/40, 1180 Bruxelles, aux fins d'examiner les possibilités et les moyens d'actions judiciaires que la commune pourrait mettre en oeuvre dans le cadre desdites nuisances liées au survol aérien de la commune ;

Vu l'ordonnance du Tribunal de Première Instance de Bruxelles du 31 07 2014 ordonnant à l'Etat belge de cesser d'utiliser les routes du Canal telles que modifiées ou

mises en œuvre depuis le 06.02.2014 ainsi que cesser d'utiliser les deux sous-ensembles dits du "virage à gauche" tels qu'ils ont été modifiés ou mis en œuvre depuis le 06.02.2014 ; vu l'arrêt de la Cour d'Appel de Bruxelles rejetant le recours introduit par l'Etat belge à l'encontre de ladite ordonnance ;

Vu l'instruction ministérielle du 23.10.2014 donnée par la Ministre de la Mobilité Mme GALANT à Belgocontrol suite à l'ordonnance du Tribunal de Première Instance de Bruxelles du 31.07.2014, et mise en œuvre à partir du 02.04.2015 ,

Considérant que la commune et ses riverains subissent de trop nombreuses nuisances liées au survol aérien de la commune qui portent de manière illégale et disproportionnée atteinte à leurs droits ;

Que par conséquent il y a lieu d'autoriser l'introduction d'une action en cessation de la commune contre l'Etat belge et/ou Belgocontrol devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles et/ou de toute action judiciaire utile en vue de préserver les droits de la commune et ses riverains ainsi que de remédier aux nombreuses nuisances subies ,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 270 ;

DECIDE d'autoriser l'introduction d'une action en cessation de la commune contre l'Etat belge et/ou Belgocontrol devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles et/ou de toute action judiciaire utile en vue de préserver les droits de la commune et ses riverains ainsi que de remédier aux nombreuses nuisances subies.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants · 31 votes positifs.

---

23.02.2016/A/0009 **CC - Propriétés communales - Terrain de football et club house situés chaussée de Stockel 376 - Conventions d'occupation - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 232 ;

Considérant que la commune est propriétaire d'un terrain de football situé chaussée de Stockel 376 à 1150 Bruxelles ;

Considérant que l'A.S.B.L. ROYAL OLYMPIC FOOTBALL CLUB STOCKEL, dont le siège social est sis chaussée de Stockel 376, 1150 Bruxelles, inscrite à la B.C.E sous le n° 0423 120.334, représentée par M. J. DRAECK et M. D. D. DE BEYS, exerce ses activités sportives sur ledit terrain ;

Vu la convention du 15.10.2002 concernant l'occupation et l'utilisation à usage de buvette par l'A.S.B.L. ROYAL OLYMPIC FOOTBALL CLUB STOCKEL du chalet sis sur le pourtour dudit terrain, que cette convention a pris fin de plein droit le 31.08.2008 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 28.04.2004 décidant de conclure avec l'A.S.B.L. ROYAL OLYMPIC FOOTBALL CLUB STOCKEL une convention portant sur le contrôle et l'entretien des installations sportives situées chaussée de Stockel 376, 1150 Bruxelles ;

Vu la convention du 14.04.2004 concédant à l'A.S.B.L ROYAL OLYMPIC FOOTBALL CLUB STOCKEL l'occupation et l'utilisation du terrain de football, de ses accessoires et des vestiaires ;

Considérant que la commune a réalisé d'importants travaux de démolition et de rénovation complète du chalet-buvette en vue de la construction d'un nouveau club house à usage de vestiaires et de buvette (permis d'urbanisme n° 1249 du 29.06 2009) ; que les travaux de construction du club house ont fait l'objet d'une réception définitive le 06 12.2011 ;

Considérant que la commune a remplacé le tapis de jeu synthétique du terrain de football dont les travaux ont fait l'objet d'une réception provisoire le 26.06 2015 ;

Considérant que la commune a la volonté d'harmoniser les modalités d'utilisation des terrains de sport et des vestiaires dont elle est propriétaire ;

Considérant par ailleurs qu'au vu des importants travaux et aménagements réalisés par la commune, il convient d'adopter deux nouvelles conventions qui visent à fixer, d'une part, les modalités d'utilisation du terrain de football, de ses abords et des vestiaires et, d'autre part, les modalités d'occupation du club house ;

DECIDE ·

- 1 d'approuver la convention d'occupation du terrain de football "Stockel", ci-annexée, situé chaussée de Stockel 376, 1150 Bruxelles, conclue entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et l'A.S.B.L. ROYAL OLYMPIC FOOTBALL CLUB STOCKEL, dont le siège social est sis chaussée de Stockel 376, 1150 Bruxelles, inscrite à la B.C.E sous le n° 0423.120.334, représentée par M. J DRAECK et M. D. DE BEYS, pour une durée indéterminée prenant cours à dater du 01.08.2016 ,
2. d'approuver la convention d'occupation du club house du terrain de football "Stockel", ci-annexée, situé chaussée de Stockel 376, 1150 Bruxelles, conclue entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et l'A.S.B.L ROYAL OLYMPIC FOOTBALL CLUB STOCKEL pour une durée indéterminée prenant cours à dater du 01.08.2016.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**GR - Gemeente-eigendommen - Voetbalterrein en clubhouse gelegen  
Stokkelsesteenweg 376 - Bezettingsovereenkomsten - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd bij federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 en 232 ,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van een voetbalveld gelegen Stokkelsesteenweg 376, 1150 Brussel ,

Overwegende dat de V.Z.W ROYAL OLYMPIC FOOTBALL CLUB STOCKEL, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Stokkelsesteenweg 376, 1150 Brussel, ingeschreven bij de K.B.O. onder nr. 0423 120.334, vertegenwoordigd door Dhr. J DRAECK en Dhr. D. DE BEYS, zijn sportieve activiteiten beoefent op het voornoemde veld ,

Gelet op de overeenkomst van 15.10.2002 betreffende de bezetting en het gebruik als bar door de V.Z.W. ROYAL OLYMPIC FOOTBALL CLUB STOCKEL van de chalet gelegen langs het veld ; dat deze overeenkomst van rechtswege beëindigd werd op 31.08.2008 ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28.04.2004 betreffende de beslissing om met de V.Z.W. ROYAL OLYMPIC FOOTBALL CLUB STOCKEL een overeenkomst te sluiten over de controle en het beheer van de sportinfrastructuur gelegen Stokkelsesteenweg 376, 1150 Brussel ,

Gelet op de overeenkomst van 14.04.2004 die aan de V.Z.W. ROYAL OLYMPIC FOOTBALL CLUB STOCKEL het recht verleent om het voetbalveld, zijn toebehoren en de kleedkamers te gebruiken ;

Overwegende dat de gemeente belangrijke afbraak- en renovatiewerken heeft uitgevoerd aan de chalet-bar met het oog op de bouw van een nieuwe clubhouse waarin kleedkamers en bar ondergebracht werden (stedenbouwkundige vergunning nr 1249 van 29.06.2009) ; dat de eindoplevering van de bouw van de clubhouse plaatsvond op 06.12.2011 ;

Overwegende dat de gemeente het kunstgrasapijt van het voetbalveld vervangen heeft en dat de voorlopige oplevering van deze werken plaatsgevonden heeft op 26.06.2015,

Overwegende dat de gemeente de gebruiksmodaliteiten van de sportvelden en kleedkamers, waarvan zij eigenaar is, wenst te harmoniseren ;

Overwegende dat, gezien de belangrijke verbouwingswerkzaamheden die de gemeente heeft uitgevoerd, het gepast is om twee nieuwe overeenkomsten goed te keuren die enerzijds de gebruiksbepalingen vastleggen van het voetbalveld, van de directe omgeving en van de kleedkamers, en anderzijds, de modaliteiten voor het gebruik van de clubhouse ,

**BESLUIT** ·

1. de bijgevoegde overeenkomst voor het gebruik van het voetbalveld "Stokkel", gelegen Stokkelsesteenweg 376, 1150 Brussel, gesloten tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en de V.Z.W. ROYAL OLYMPIC FOOTBALL CLUB STOCKEL, waarvan de maatschappelijke zetel gelegen is Stokkelsesteenweg 376, 1150 Brussel, ingeschreven bij de K.B.O. onder nr 0423.120.334, vertegenwoordigd door Dhr J DRAECK en Dhr. D. DE BEYS, voor een onbepaalde duur die ingaat op 01.08.2016, goed te keuren,
2. de bijgevoegde overeenkomst voor het gebruik van de clubhouse van het voetbalveld "Stokkel" gelegen Stokkelsesteenweg 376, 1150 Brussel, gesloten tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en de V.Z.W. ROYAL OLYMPIC FOOTBALL CLUB STOCKEL voor een onbepaalde duur die ingaat op 01.08.2016, goed te keuren

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers · 31 positieve stemmen.

---

## Marchés publics - Overheidsopdrachten

23.02.2016/A/0010 **CC - Centre culturel et de Congrès W:Halll - Sanitaires, hall Capart, cuisine et salle Fabry - Sinistre suite à incendie - Remise en état - Marché de services - Services urgents et imprévisibles - Application des articles 234 alinéa 1 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Procédure négociée sans publicité - Marché constaté par une facture acceptée - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21.01.2016 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Exercice 2016**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 alinéa 1 et 249 § 1 alinéa 2 ,

Vu la loi du 15 06.2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 1, 1°, a) ;

Vu l'arrêté royal du 15 07.2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01 2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ,

Considérant qu'un incendie s'est produit le 18.01 2016 au Centre culturel et de Congrès W.Halll endommageant et salissant les sanitaires, le hall Capart, la cuisine et la salle Fabry ; qu'il s'est avéré nécessaire de procéder immédiatement à la remise en état de ces locaux ,

Considérant que le sinistre a été déclaré le 19.01.2016 à la S.A. AXA BELGIUM, boulevard du Souverain 25, 1170 Bruxelles, B.C.E. 0404.483.367, assureur des bâtiments communaux ;

Considérant la recette à recevoir dudit assureur au titre de réparation du dommage subi ,

Vu la franchise contractuelle d'un montant de 350,00 EUR ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21.01.2016 prise en application des articles 234 alinéa 1, 236 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, dans le cadre du marché n° 2016.059/A//2016 O/BAT.OL-XV de l'exercice 2016 de services urgents et imprévisibles relatif à la remise en état des locaux du Centre culturel et de Congrès W.Halll suite à l'incendie du 18.01.2016, tant en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions du marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription budgétaire des crédits nécessaires ,

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21 01 2016 prise en application des articles 234 alinéa 1, 236 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et décidant de choisir, comme mode de passation du marché n° 2016.059/A//2016 O/BAT.OL-XV de l'exercice 2016 de services urgents et imprévisibles relatif à la remise en état de locaux du Centre culturel et de Congrès W.Halll suite à l'incendie du 18.01 2016, la procédure négociée sans publicité en application de l'article 26, § 1, 1°, a) de la loi du 15 06.2006, telle que modifiée, dans le cadre d'un marché constaté par une facture acceptée en application des articles 105, § 1, 4° et 110, alinéa 2 de l'arrêté royal du 15.07.2011, tel que

modifié,

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2016 059/A//2016.O/BAT.OL-XV de l'exercice 2016 de services urgents et imprévisibles relatif à la remise en état de locaux du Centre culturel et de Congrès W.Halll suite à l'incendie du 18.01.2016 :

1. d'admettre la dépense résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestres et Echevins en séance du 21 01 2016 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 7.673,00 EUR, hors T.V.A., soit 9.284,33 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
- 2 de procéder à l'inscription budgétaire d'un crédit de dépense d'un montant de 9.300,00 EUR à l'article 7620/125-06 du service ordinaire du budget de l'exercice 2016 - MB. 01 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2016, l'intégration, dans la comptabilité budgétaire, de cette inscription de crédits

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération  
31 votants : 31 votes positifs.

---

**GR - Cultureel- en Congrescentrum - Sanitair, hall Capart, keuken en Fabryzaal - Schade ten gevolge van brand - Opnieuw opknappen - Opdracht voor diensten - Dringende en onvoorzienbare diensten - Toepassing van artikel 234 alinea 1 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Opdracht gesloten met een aanvaarde factuur - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 21.01.2016 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Dienstjaar 2016**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 alinea 1 en 249 § 1 alinea 2 ,

Gelet op de wet van 15.06 2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, met name artikel 26, § 1, 1°, a) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15.07 2011, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01 2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken,

Overwegende dat er zich op 18.01.2016 een brand heeft voorgedaan in het Cultureel- en Congrescentrum waarbij het sanitair, de hall Capart, de keuken en de Fabryzaal beschadigd en vervuild werden ; dat deze lokalen bij hoogdringendheid opnieuw opgeknapt moeten worden ;

Overwegende dat het schadegeval op 19.01.2016 werd aangegeven aan de N.V. AXA BELGIUM, Vorstlaan 25, 1170 Brussel, B C E. 0404.483 367, verzekeraar van de gemeentegebouwen;

Overwegende de te ontvangen inkomsten van de voornoemde verzekeraar voor de herstelling van de geleden schade;

Overwegende de contractuele franchise voor een bedrag van 350,00 EUR ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 21.01.2016 genomen in toepassing van artikels 234 alinea 1, 236 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, in het kader van de opdracht nr 2016.059/A//2016.O/BAT.OL-XV van het dienstjaar 2016 van dringende en onvoorzienbare diensten betreffende het opnieuw opknappen van lokalen van het Cultureel- en Congrescentrum ten gevolge van de brand van 18.01.2016, zowel op het gebied van de keuze van de gunningswijze en de vastlegging van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en de begrotingsinschrijving van de nodige kredieten ,

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 21.01.2016 genomen in toepassing van artikels 234 alinea 1, 236 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en waarbij besloten wordt als gunningswijze van de opdracht nr. 2016 059/A//2016.O/BAT.OL-XV van het dienstjaar 2016 van dringende en onvoorzienbare diensten betreffende het opnieuw opknappen van lokalen van het Cultureel- en Congrescentrum ten gevolge van de brand van 18.01.2016, de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te kiezen, in toepassing van het artikel 26, § 1, 1<sup>o</sup>, a) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, in het kader van de opdracht gesloten met een aanvaarde factuur in toepassing van de artikels 105, § 1, 4<sup>o</sup> en 110 alinea 2 van het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd ;

BESLUIT, in het kader van de opdracht nr. 2016.059/A//2016.O/BAT.OL-XV van het dienstjaar 2016 van dringende en onvoorzienbare diensten betreffende het opnieuw opknappen van lokalen van het Cultureel- en Congrescentrum ten gevolge van de brand van 18 01.2016 .

- 1 in te stemmen met de uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 21.01.2016 in toepassing van artikel 249 § alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 7 673,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 9.284,33 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
2. tot de begrotingsinschrijving van een uitgavenkrediet van een bedrag van 9.300,00 EUR op het artikel 7620/125-06 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2016 - BW. 01 over te gaan en de opnemings, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2016 te voorzien.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed

31 stemmers : 31 positieve stemmen

---

23.02 2016/A/0011 **CC - Centre culturel et de Congrès W:Halll - Serveur informatique - Sinistre suite à incendie - Assainissement de l'armoire - Marché de services - Services urgents et imprévisibles - Application des articles 234 alinéa 1 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix du mode de passation et fixation des conditions du**

**marché - Procédure négociée sans publicité - Marché constaté par une facture acceptée - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21.01.2016 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Exercice 2016**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 alinéa 1 et 249 § 1 alinéa 2 ;

Vu la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 1, 1<sup>o</sup>, a) ;

Vu l'arrêté royal du 15.07.2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Considérant qu'un incendie s'est produit le 18.01.2016 au Centre culturel et de Congrès W.Halll endommageant gravement l'armoire du serveur informatique ; qu'il s'est avéré très urgent de procéder immédiatement à son assainissement ;

Considérant que le sinistre a été déclaré le 19.01.2016 à la S.A. AXA BELGIUM, boulevard du Souverain 25, 1170 Bruxelles, B.C.E. 0404 483 367, assureur des bâtiments communaux ;

Considérant la recette à recevoir dudit assureur au titre de réparation du dommage subi ;

Considérant la franchise contractuelle d'un montant de 350,00 EUR ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21.01.2016 prise en application des articles 234 alinéa 1, 236 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, dans le cadre du marché n° 2016.058/A//2016.O/BAT.OL-XV de l'exercice 2016 de services urgents et imprévisibles relatif à l'assainissement de l'armoire du serveur informatique du Centre culturel et de Congrès suite à l'incendie du 18.01.2016, tant en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions du marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription budgétaire des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21.01.2016 prise en application des articles 234 alinéa 1, 236 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et décidant de choisir, comme mode de passation du marché n° 2016.058/A//2016.O/BAT.OL-XV de l'exercice 2016 de services urgents et imprévisibles relatif à l'assainissement de l'armoire du serveur informatique du Centre culturel et de Congrès W.Halll suite à l'incendie du 18.01.2016, la procédure négociée sans publicité en application de l'article 26, § 1, 1<sup>o</sup>, a) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, dans le cadre d'un marché constaté par une facture acceptée en application des articles 105, § 1, 4<sup>o</sup> et 110, alinéa 2 de l'arrêté royal du 15.07.2011, tel que modifié ;

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2016.058/A//2016.O/BAT.OL-XV de l'exercice 2016 de services urgents et imprévisibles relatif à l'assainissement de l'armoire du serveur informatique du Centre culturel et de Congrès W.Halll suite à l'incendie du 18.01.2016 :

1. d'admettre la dépense résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été

pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestres et Echevins en séance du 21.01.2016 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 830,00 EUR, hors T.V.A., soit 1.004,30 EUR, T.V.A. de 21 % comprise,

- 2 de procéder à l'inscription budgétaire d'un crédit de dépense d'un montant de 1.010,00 EUR à l'article 7620/125-06 du service ordinaire du budget de l'exercice 2016 - MB. 01 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2016, l'intégration, dans la comptabilité budgétaire, de cette inscription de crédits.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants · 31 votes positifs.

---

**GR - Cultureel - en Congrescentrum - Informaticaserver - Schade ten gevolge van brand - Opruiming van de kast - Opdracht voor diensten - Dringende en onvoorzienbare diensten - Toepassing van artikel 234 alinea 1 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Opdracht gesloten met een aanvaarde factuur - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 21.01.2016 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Dienstjaar 2016**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 alinea 1 en 249 § 1 alinea 2,

Gelet op de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, met name artikel 26, § 1, 1°, a) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Overwegende dat er zich op 18.01.2016 een brand heeft voorgedaan in het Cultureel- en Congrescentrum waarbij de kast van de informaticaserver ernstig werd beschadigd ; dat deze bij hoogdringendheid moet opgeruimd worden ;

Overwegende dat het schadegeval op 19.01.2016 werd aangegeven aan de N.V. AXA BELGIUM, Vorstlaan 25, 1170 Brussel B.C.E. 0404 483.367, verzekeraar van de gemeentegebouwen ,

Overwegende de te ontvangen inkomsten van de voornoemde verzekeraar voor de herstelling van de geleden schade ;

Overwegende de contractuele franchise voor een bedrag van 350,00 EUR ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 21.01.2016 genomen in toepassing van artikels 234 alinea 1, 236 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, in het kader van de opdracht nr 2016 058/A//2016.O/BAT OL-XV van het dienstjaar 2016 van dringende en

onvoorzienbare diensten betreffende de opruiming van de kast van de informaticaserver van het Cultureel- en Congrescentrum ten gevolge van de brand van 18.01.2016, zowel op het gebied van de keuze van de gunningswijze en de vastlegging van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 21.01.2016 genomen in toepassing van artikels 234 alinea 1, 236 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en waarbij besloten wordt als gunningswijze van de opdracht nr 2016.058/A//2016.O/BAT OL-XV van het dienstjaar 2016 van dringende en onvoorzienbare diensten betreffende de opruiming van de kast van de informaticaserver van het Cultureel- en Congrescentrum ten gevolge van de brand van 18.01.2016, de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van het artikel 26, § 1, 1°, a) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, in het kader van een opdracht gesloten met een aanvaarde factuur in toepassing van artikels 105, § 1, 4° en 110, alinea 2 van het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, te kiezen ;

BESLUIT, in het kader van de opdracht nr. 2016 058/A//2016.O/BAT.OL-XV van het dienstjaar 2016 van dringende en onvoorzienbare diensten betreffende de opruiming van de kast van de informaticaserver van het Cultureel- en Congrescentrum ten gevolge van de brand van 18.01.2016 .

1. in te stemmen met de uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 21.01.2016 in toepassing van artikel 249 § alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 830,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 1 004,30 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
2. tot de begrotingsinschrijving van een uitgavenkrediet van een bedrag van 1.010,00 EUR op het artikel 7620/125-06 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2016 - BW. 01 en de opnemings, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2016 te voorzien.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen

---

23.02.2016/A/0012 **CC - Magasin communal - Compresseur - Marché de fournitures - Fournitures urgentes et imprévisibles - Application des articles 234 alinéa 1 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Procédure négociée sans publicité - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.01.2016 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2016**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 alinéa 1 et 249 § 1 alinéa 2 ;

Vu la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains

marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 1, 1°, a) ;  
Vu l'arrêté royal du 15.07.2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ,  
Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;  
Considérant que l'actuel compresseur du magasin communal est tombé en panne et qu'il n'est pas intéressant économiquement de le réparer, que le non remplacement actuel dudit compresseur empêche une partie du personnel du magasin communal de mener à bien ses missions vu les difficultés techniques engendrées ;  
Considérant qu'il convient en la circonstance de pourvoir à la fourniture, à court délai, d'un compresseur au profit du magasin communal en application des articles 234 alinéa 1 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée ;  
Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.01.2016 prise en application des articles 234 alinéa 1, 236 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, dans le cadre du marché n° 2016.057/A//2016.E097.01/MC.EF-XV de l'exercice 2016 de fournitures urgentes et imprévisibles relatif à la fourniture d'un compresseur au profit du magasin communal, tant en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions du marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription budgétaire des crédits nécessaires ;  
PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.01.2016 prise en application des articles 234 alinéa 1, 236 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et décidant de choisir, comme mode de passation du marché n° 2016.057/A//2016.E097.01/MC.EF-XV de l'exercice 2016 de fournitures urgentes et imprévisibles relatif à la fourniture d'un compresseur au profit du magasin communal, la procédure négociée sans publicité en application de l'article 26, § 1, 1°, a) de la loi du 15 06.2006, telle que modifiée ;  
DECIDE .

1. d'admettre la dépense résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 27.01.2016 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 10 818,00 EUR, hors T.V.A., soit 13.089,78 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
2. de procéder à l'inscription budgétaire, d'une part, d'un crédit de dépense d'un montant de 13.250,00 EUR à l'article 1370/744-51 (travail 097) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2016 et, d'autre part, d'un crédit de recette d'un montant de 13.250,00 EUR à l'article 1370/995-51 (prélèvement sur FRE-F 060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2016 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2016, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F 060

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants . 31 votes positifs.

**GR - Gemeentemagazijn - Compressor - Opdracht voor leveringen - Dringende en onvoorzienbare leveringen - Toepassing van artikel 234 alinea 1 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.01.2016 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2016**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 alinea 1 en 249 § 1 alinea 2 ,

Gelet op de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, met name artikel 26, § 1, 1<sup>o</sup>, a) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ,

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Overwegende dat de huidige compressor van het gemeentemagazijn stuk is gegaan en dat het economisch niet meer verantwoord is deze te herstellen, dat door deze compressor niet te vervangen een deel van het personeel van het gemeentemagazijn niet meer in de mogelijkheid verkeert zijn taken naar behoren uit te voeren gezien de daaruit voortvloeiende technische moeilijkheden ,

Overwegende dat het in deze omstandigheden aangewezen is, binnen de kortst mogelijke tijdspanne, in de levering van een compressor voor het gemeentemagazijn te voorzien in toepassing van artikel 234 alinea 1 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.01.2016 genomen in toepassing van artikels 234 alinea 1, 236 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, in het kader van de opdracht nr. 2016.057/A//2016 E097.01/MC.EF-XV van het dienstjaar 2016 van dringende en onvoorzienbare leveringen betreffende de levering van een compressor voor het gemeentemagazijn, zowel op het gebied van de keuze van de gunningswijze en de vastlegging van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van de gunning van deze opdracht en de begrotingsinschrijving van de nodige kredieten ,

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.01.2016 genomen in toepassing van artikels 234 alinea 1, 236 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en waarbij besloten wordt als gunningswijze van de opdracht nr. 2016.057/A//2016 E097.01/MC.EF-XV van het dienstjaar 2016 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de levering van een compressor voor het gemeentemagazijn, de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van het artikel 26, § 1, 1<sup>o</sup>, a) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, te kiezen ;

BESLUIT :

- 1 in te stemmen met de uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen van 27.01 2016 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk, 10.0818,00 EUR, B.T.W exclusief, hetzij 13.089,78 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet van een bedrag van 13 250,00 EUR op het artikel 1370/744-51 (werk 097) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2016 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet van een bedrag van 13.250,00 EUR op het artikel 1370/995-51 (afhouding op BRF-F 060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2016 over te gaan en de opnemng, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de begrotingswijziging ter afsluiting van het dienstjaar 2016 te voorzien ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen BRF-F 060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

23.02.2016/A/0013 **CC - Crèche néerlandophone de Stockel - Réparation de la chaudière - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 alinéa 1 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Procédure négociée sans publicité - Marché constaté par une facture acceptée - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.01.2016 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2016**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 alinéa 1 et 249 § 1 alinéa 2 ,

Vu la loi du 15 06 2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 1, 1°, a) ,

Vu l'arrêté royal du 15 07.2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ,

Vu l'arrêté royal du 14 01 2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ,

Considérant que la chaudière de la crèche néerlandophone de Stockel était défectueuse , qu'il était nécessaire de procéder de manière urgente à sa réparation ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.01.2016 prise en application des articles 234 alinéa 1, 236 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, dans le cadre du marché n° 2016.055/A//2016.E096.01/BAT OL-NEK de l'exercice 2016 relatif à la réparation de la chaudière de la crèche néerlandophone de Stockel, tant en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions du marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription budgétaire des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.01 2016 prise en application des articles 234 alinéa 1, 236 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et décidant de choisir, comme mode de passation du marché n° 2016.055/A//2016 E096.01/BAT OL-NEK de l'exercice 2016 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la réparation de la chaudière de la crèche néerlandophone de Stockel, la procédure négociée sans publicité en application de l'article 26, § 1, 1°, a) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, dans le cadre d'un marché constaté par une facture acceptée en application des articles 105, § 1, 4° et 110, alinéa 2 de l'arrêté royal du 15 07.2011, tel que modifié ,

DECIDE :

1. d'admettre la dépense résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 27.01 2016 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 3.101,87 EUR, hors T.V A , soit 3.753,26 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ,
2. de procéder à l'inscription budgétaire, d'une part, d'un crédit de dépense d'un montant de 3.800,00 EUR à l'article 8440/724-60 (travail 096) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2016 - MB 02 et, d'autre part, d'un crédit de recette d'un montant de 3 800,00 EUR à l'article 8440/995-51 (Prélèvement sur FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2016 - MB. 02 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2016, l'intégration, dans la comptabilité budgétaire, de cette inscription de crédits ;
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**GR - Nederlandstalig kinderdagverblijf van Stokkel - Herstelling van de ketel - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikel 234 alinea 1 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Opdracht gesloten met een aanvaarde factuur - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.01.2016 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2016**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 alinea 1 en 249 § 1 alinea 2 ,

Gelet op de wet van 15.06 2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, met name artikel 26, § 1, 1°, a) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ,

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Overwegende dat de ketel van het Nederlandstalige kinderdagverblijf van Stokkel defect was; dat het noodzakelijk was dringend over te gaan tot zijn herstelling ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 01 2016 genomen in toepassing van artikels 234 alinea 1, 236 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, in het kader van de opdracht nr. 2016.055/A//2016.E096 01/BAT OL-NEK van het dienstjaar 2016 betreffende de herstelling van de ketel van het Nederlandstalige kinderdagverblijf van Stokkel, zowel op het gebied van de keuze van de gunningswijze en de vastlegging van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving van de nodige kredieten ,

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 01 2016 genomen in toepassing van artikels 234 alinea 1, 236 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en waarbij besloten wordt als gunningswijze van de opdracht nr 2016.055/A//2016.E096 01/BAT.OL-NEK van het dienstjaar 2016 van dringende en onvoorziene werken betreffende de herstelling van de ketel van het Nederlandstalige kinderdagverblijf van Stokkel, de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van het artikel 26, § 1, 1°, a) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, in het kader van een opdracht gesloten met een aanvaarde factuur in toepassing van artikels 105, § 1, 4° en 110, alinea 2 van het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, te kiezen ,

BESLUIT :

1. in te stemmen met de uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 27.01.2016 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 3.101,87 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 3.753,26 EUR, B.T.W. van 21 % mbegrepen ,
- 2 tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet van een bedrag van 3.800,00 EUR op het artikel 8440/724-60 (werk 096) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2016 - BW 02 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet van een bedrag van 3.800,00 EUR op het artikel 8440/995-51 (afhouding op BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2016 - BW 02 over te gaan en de opnemings, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2016 te voorzien ;
- 3 de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen BRF-F 060

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed

31 stemmers · 31 positieve stemmen.

## Logement - Huisvesting

23.02.2016/A/0014 **CC - Propriétés communales - Lotissement "Olieslagers" - Copropriété "Adalia's" - Emplacements pour voitures P 001, P 002 et P 041 - Vente - Procédure de vente - Prix - Approbation - Exercice 2016**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 232 ;

Considérant que la commune de Woluwe-Saint-Pierre était propriétaire de onze emplacements pour voiture numérotés de P 001 à P 007 et de P 038 à P 041 dont deux emplacements pour voiture pour personnes à mobilité réduite situés au niveau -1 du bloc A de la copropriété "Adalia's", avenue Jan Olieslagers, 1150 Bruxelles ;

Vu l'acte de base du 15.02.2012 régissant ladite copropriété ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30.01.2014 décidant .

1. de marquer un accord de principe sur la mise en vente de sept maisons unifamiliales situées clos des Adalias et des onze emplacements pour voiture numérotés de P 001 à P 007 et de P 038 à P 041 situés au niveau -1 du bloc A de la copropriété "Adalia's", avenue Jan Olieslagers, 1150 Bruxelles ,
- 2 de vendre les biens précités sous le régime des droits d'enregistrement ;
3. de demander au receveur de l'enregistrement compétent, l'expertise pour chacun des biens immobiliers susmentionnés ,
4. de désigner M P -E. BROHEE, notaire, avenue de Teirvueren 250 bte 4, 1150 Bruxelles, pour passer les compromis de vente et instrumenter les actes authentiques ;

Vu le rapport d'estimation du 22.09.2014 du Comité d'Acquisition d'Immeubles estimant la valeur vénale des biens ;

Vu la délibération du Conseil communal du 16.12.2014 décidant :

1. de procéder à la vente des sept maisons unifamiliales situées clos des Adalias et des onze emplacements pour voiture numérotés de P 001 à P 007 et P 038 à P 041 situés au niveau -1 du bloc A de la copropriété "Adalia's", avenue Jan Olieslagers, 1150 Bruxelles, et de fixer le prix de vente minimal, hors frais et commission d'agence, des emplacements pour voiture à 35.000,00 EUR ;
2. d'approuver les conditions et modalités de mise en vente suivantes :
  - les candidats-acquéreurs devront faire offre à partir du prix minimal fixé , la vente ne sera parfaite, et la commune engagée, qu'à la signature du compromis par les parties et à la réception par la commune du paiement de la garantie ,
  - les candidats-acquéreurs doivent formuler une offre de prix écrite, ferme et irrévocable, via le formulaire établi à cet effet ,
  - le Collège des Bourgmestre et Echevins réceptionnera toutes les offres en ce compris les offres réceptionnées par l'agence immobilière qui sera désignée, offres qui pourront le cas échéant être améliorées ; procès-

verbal des offres sera tenu , le Collège de Bourgmestre et Echevins retiendra l'offre la plus avantageuse pour la commune ,

- la vente des biens est soumise aux conditions particulières suivantes ·
    - l'acquéreur s'engage à marquer son accord sur la modification du permis de lotir délivré le 03.03.2009 pour le lotissement, concernant l'affectation du lot 21 "CJC2" (zone de recul) ;
    - le candidat-acquéreur formulant une offre pour une maison doit obligatoirement formuler une offre pour au moins un emplacement pour voiture ,
    - la signature du compromis interviendra dans les quinze jours calendriers de la notification de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins retenant l'offre; une garantie de 10 % devra être versée sur le compte du notaire désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour la signature du compromis ;
    - l'acte authentique de vente sera signé au plus tard dans les 3 mois de la signature du compromis de vente ,
- 3 d'approuver les conditions de la vente selon le compromis ci-annexé ;
  4. de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de diligenter la procédure de vente ;
  5. d'affecter le produit des ventes à la politique de l'habitat

Considérant que les sept maisons unifamiliales et neuf emplacements pour voiture ont été vendus , que les emplacements pour voiture P 001, P 002 et P 041 n'ont pas été vendus et restent la propriété de la commune ,

Considérant que la Commune souhaite remettre en vente lesdits emplacements pour voiture dans le cadre d'une procédure de vente simplifiée dès lors que leur vente n'est plus liée à la vente des maisons unifamiliales situées Clos des Adalias ;

Vu la circulaire du 22.12.2015 relative à l'acquisition ou à l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles prévoyant notamment que le procès-verbal d'estimation du bien transmis à l'autorité de tutelle doit dater de moins d'un an ; que si ce document est plus ancien, le pouvoir local devra obtenir confirmation écrite de la validité de l'estimation auprès du Comité d'Acquisition d'Immeubles Régional ;

Vu le courrier du Comité d'Acquisition d'Immeubles Régional du 01 02 2016 indiquant que la valeur vénale estimée en date du 22 09 2014 à 35 000,00 EUR par emplacement de parking peut être maintenue ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer le prix de vente minimal des emplacements pour voiture à la somme de 35 000,00 EUR ;

Vu la circulaire du 22.12.2015 susmentionnée prévoyant que dorénavant l'information par le biais d'une enquête de commodo et incommodo prévue par l'article 118 de la nouvelle loi communale n'est plus obligatoire ,

Considérant qu'en vue de la vente des emplacements pour voiture, il sera procédé à des mesures de publicité adéquates (avis dans le journal communal, affichages, etc.) ;

DECIDE .

- 1 de procéder à la mise en vente de gré à gré des trois emplacements pour voiture numérotés P 001, P 002 et P 041 situés au niveau -1 du bloc A de la copropriété "Adalia's", avenue Jan Olieslagers, 1150 Bruxelles, et de fixer le prix de vente minimal, hors frais, à la somme de 35.000,00 EUR ;
- 2 d'approuver les conditions et modalités essentielles de vente suivantes .
  - les candidats-acquéreurs devront faire une offre d'achat écrite, ferme et irrévocable, à partir du prix minimal fixé , la vente ne sera parfaite, et la commune engagée, qu'à la signature du compromis par les parties et à la réception par la commune du paiement de la garantie de 10 % du prix de vente sur le compte du notaire désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour la signature du compromis ;
  - le Collège des Bourgmestre et Echevins retiendra l'offre la plus avantageuse pour la commune ;
  - Le bien est vendu dans l'état où il se trouve, bien connu de l'acquéreur, sans garantie d'absence de vice apparent ou de vice caché, sans garantie de contenance, avec toutes les servitudes et mitoyennetés qui le grève ,
- 3 de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de diligenter la procédure de vente ;
- 4 d'affecter le produit de la vente à la politique de l'habitat.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants . 31 votes positifs.

---

**GR - Gemeente-eigendommen - Verkaveling "Olieslagers" - Mede-eigendom "Adalia's" - Parkeerplaatsen P 001, P 002 en P 041 - Verkoop - Verkoopprocedure - Prijs - Goedkeuring - Dienstjaar 2016**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 232 ,

Overwegende dat de gemeente Sint-Pieters-Woluwe eigenaar was van elf parkeerplaatsen genummerd van P 001 tot P 007 en van P 038 tot P 041 waarvan twee autostaanplaatsen voor mindervaliden gelegen op niveau -1 van blok A van het mede-eigendom "Adalia's", Jan Olieslagerslaan, 1150 Brussel ,

Gelet op de basisakte van 15 02.2012 die genoemde mede-eigendom regelt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 30.01.2014 waarbij besloten wordt .

1. een principiële akkoord aan te gaan voor de verkoop van zeven eengezinswoningen gelegen Adaliasgaarde en elf parkeerplaatsen genummerd van P 001 tot P 007 en van P 038 tot P 041 gelegen op niveau -1 van blok A van het mede-eigendom "Adalia's", Jan Olieslagerslaan, 1150 Brussel ;
2. genoemde goederen te verkopen onder het regime van de registratierechten ,
3. aan de bevoegde ontvanger der registratie de schatting voor elk van de genoemde onroerende goederen te vragen ,

4. Dhr. Paul-Emile BROHEE, notaris, Tervurenlaan 250 bus 4, 1150 Brussel, aan te duiden om de verkoopscpromissen te verlijden en de authentieke aktes op te maken ,

Gelet op het schattingsverslag van 22.09.2014 van het Aankoopcomité van Gebouwen waarbij de venale waarde van de goederen wordt geschat ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 16.12 2014 waarbij besloten wordt :

1. over te gaan tot de verkoop van de zeven ééngezinswoningen gelegen Adaliasgaarde en van de elf parkeerplaatsen genummerd van P 001 tot P 007 en P 038 tot P 041, gelegen op niveau -1 van blok A van het mede-eigendom "Adalia's", Jan Oheslagerslaan, 1150 Brussel, en de minimum verkoopprijs, zonder kosten en commissie van het agentschap, van de parkeerplaatsen te bepalen op 35.000,00 EUR ;
2. de volgende verkoopsvoorwaarden en modaliteiten goed te keuren ·
  - de kandidaat-kopers moeten een bod indienen vanaf de minimaal bepaalde prijs ; de verkoop zal volledig zijn, en de gemeente verbonden, bij de ondertekening van het compromis door de partijen en bij de ontvangst door de gemeente van de betaling van de waarborg ;
  - de kandidaat-kopers moeten schriftelijk een stevig en onherroepelijk bod indienen via het daartoe bestemde formulier ;
  - het College van Burgemeester en Schepenen zal al de offertes ontvangen met inbegrip van deze ontvangen door het immobilienagentschap dat zal aangeduid worden, offertes die indien nodig mogen verbeterd worden ; proces-verbaal van de offertes zal opgesteld worden ; het College van Burgemeester en Schepenen zal het meest voordelige bod voor de gemeente weerhouden ;
  - de verkoop van de *goederen* is onderworpen aan de volgende bijzondere voorwaarden :
    - de koper verbindt zich ertoe akkoord te gaan met de wijziging van de verkavelingsvergunning afgeleverd op 03.03.2009 voor de verkaveling, betreffende de toewijzing van het lot 21 "CJC2" (inspringstrook) ;
    - de kandidaat-koper die een bod indient voor een woning is verplicht ook een bod in te dienen voor ten minste één parkeerplaats ,
  - de ondertekening van het compromis gebeurt binnen de vijftien kalenderdagen van de bekendmaking van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen die het bod weerhoudt ; een waarborg van 10 % zal moeten gestort worden op de rekening van de notaris aangeduid door het College van Burgemeester en Schepenen voor de ondertekening van het compromis ;
  - de authentieke akte zal ten laatste binnen de 3 maand van de

- ondertekening van het verkoopscompromis ondertekend worden ,
3. de verkoopvoorwaarden goed te keuren volgens bijgevoegd compromis ,
  4. het College van Burgemeester en Schepenen te gelasten met de opvolging van de verkoopprocedure ;
  - 5 de verkoopsobbrengst toe te wijzen aan het huisvestingsbeleid ,

Overwegende dat de zeven eengezinswoningen en negen parkeerplaatsen verkocht werden ; dat de parkeerplaatsen P 001, P 002 en P 041 niet verkocht werden en eigendom blijven van de gemeente ;

Overwegende dat de Gemeente genoemde parkeerplaatsen wenst te verkopen in het kader van een vereenvoudigde verkoopprocedure zodat hun verkoop niet meer gebonden is aan de verkoop van de eengezinswoningen gelegen in de Adaliasgaarde ;

Gelet op de omzendbrief van 22.12.2015 betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen die met name voorziet dat het rapport van schatting van het goed overgemaakt aan de overheid moet dateren van minder dan een jaar ; dat indien dit document ouder is, het plaatselijk bestuur schriftelijk bevestiging zal moeten krijgen van de geldigheid van de schatting van het Gewestelijk Aankoopcomité van Gebouwen ,

Gelet op de brief van 01 02 2016 van het Gewestelijk Aankoopcomité van Gebouwen dat meldt dat de verkoopswaarde op datum van 22 09.2014 geschat op 35.000,00 EUR per parkeerplaats mag gehandhaafd worden ;

Overwegende dat de minimale verkoopprijs van de autostaanplaatsen dient vastgesteld te worden op de som van 35 000,00 EUR ,

Gelet op genoemde omzendbrief van 22.12.2015 die voorziet dat voortaan de informatie door middel van een commodo en incommodo voorzien door artikel 118 van de nieuwe gemeentewet niet meer verplicht is ;

Overwegende dat in het vooruitzicht van de verkoop van de autostaanplaatsen, er voldoende publiciteitsmaatregelen zullen getroffen worden (bericht in het gemeentelijk blad, aanplakkingen, enz.) ;

BESLUIT ·

1. over te gaan tot de uit de hand verkoop van de drie autostaanplaatsen genummerd P 001, P 002 en P 041, gelegen op niveau -1 van blok A van het mede-eigendom "Adalia's", Jan Olieslagerlaan, 1150 Brussel, en de minimale verkoopprijs, zonder kosten, vast te stellen op de prijs van 35 000,00 EUR ;
- 2 de volgende essentiële verkoopvoorwaarden en modaliteiten goed te keuren ·
  - de kandidaat-kopers moeten schriftelijk, een stevig en onherroepelijk bod indienen, vanaf het minimaal bepaalde bedrag , de verkoop zal enkel volledig zijn, en de gemeente betrokken, bij de ondertekening van de verkoopovereenkomst door de partijen en bij ontvangst door de gemeente van de betaling van de waarborg van 10% van de verkoopprijs op de rekening van de notaris aangeduid door het College van Burgemeester en Schepenen voor de ondertekening van de overeenkomst ,
  - het College van Burgemeester en Schepenen zal de meest gunstige offerte voor de gemeente weerhouden ;

- het goed wordt verkocht in de staat waarin het zich bevindt, goed gekend door de koper, zonder garantie van afwezigheid van een zichtbaar of verborgen gebrek, zonder garantie van inhoud, met alle erfdiensbaarheid en mandeligheid erop belast ,
3. het College van Burgemeester en Schepenen te gelasten met de opvolging van de verkoopprocedure ,
  4. het product van de verkoop te bestemmen voor het woonbeleid.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed  
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

23.02.2016/A/0015 **CC - Logement - Politique de lutte contre les logements inoccupés de la commune de Woluwe-Saint-Pierre - Règlement-taxe relatif aux immeubles inachevés ou inoccupés - Perception directe de l'amende administrative par la Région - Rétrocession des 85 % du produit des amendes administratives infligées par la Région en cas de logements inoccupés - Convention - Adoption**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 17.07.2003 portant le code Bruxellois du Logement, notamment l'article 23 ;

Vu l'ordonnance du 30.04.2009 visant à ajouter un chapitre V dans le titre III dudit code Bruxellois du logement relativement aux sanctions en cas de logements inoccupés, à modifier l'ordonnance du 12.12.1991 créant des fonds budgétaires et à modifier le Code judiciaire ;

Vu le règlement-taxe relatif aux immeubles inachevés, inoccupés ou manifestement abandonnés, voté par le Conseil communal en séance du 19.11.2013, applicable pour la période du 01 01 2014 au 31.12.2019 ,

Vu le règlement-taxe relatif aux immeubles inachevés, inoccupés ou manifestement abandonnés, voté par le Conseil communal en séance du 16.12.2014, applicable pour la période du 01.01.2015 au 31 12 2019 et excluant les logements inoccupés de son champs d'application ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale est seule compétente pour infliger des amendes administratives en cas de logements inoccupés sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant que l'ordonnance du 30 04 2009 prévoit que 85 % du produit des amendes administratives infligées par la Région en cas de logements inoccupés sont ristournés à la commune sur le territoire de laquelle se situent les logements inoccupés ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27.01.2015 adoptant la convention-cadre entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Région de Bruxelles-Capitale relativement à la rétrocession des 85 % du produit des amendes administratives encaissées par la Région en cas de logements inoccupés situés sur le territoire de la commune, convention d'une durée d'un an prenant cours le 01 01 2015 pour finir de plein droit le 31 12 2015 ;

Vu la convention-cadre signée en date du 20 02 2015 ;

Considérant que ladite convention-cadre ne portait que sur les montants perçus jusqu'au

31 12 2014 et a pris fin de plein droit le 31.12 2015 , qu'il convient d'établir une nouvelle convention-cadre d'une durée de trois ans pour régler les modalités de rétrocession de 85 % du produit des amendes perçues à partir du 01 01 2015 , qu'en effet, chaque année, les montants à rétrocéder par la Région sont arrêtés en début d'année suivante ; que ce faisant, la nouvelle convention règlera la rétrocession des montants perçus en 2015, 2016 et 2017 ;

Considérant que préalablement à la rétrocession des montants, une convention de subventionnement sera établie afin de déterminer si la rétrocession s'effectuera sous forme d'une subvention d'investissement ou de fonctionnement ; qu'un arrêté de subventionnement reprendra le choix de répartition émis par la commune ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ,

DECIDE d'adopter la convention à intervenir entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Région de Bruxelles-Capitale relativement à la rétrocession des 85 % du produit des amendes administratives encaissées par la Région en cas de logements inoccupés situés sur le territoire de la commune, convention d'une durée de trois ans prenant cours le 01.01 2016 pour finir de plein droit le 31 12.2018.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants . 31 votes positifs.

---

23.02.2016/A/0016 **CC - Logement - Complexe immobilier "Les Venelles" - Charges locatives - Assurance incendie - Imputation aux locataires - Modification des conventions - Avenant - Adoption**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 232 ;

Considérant que la commune de Woluwe-Saint-Pierre est propriétaire de différents biens dans le complexe immobilier "Les Venelles", à savoir des appartements, caves, parkings, locaux, sis à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, lesquels ont été mis en location ou occupés à titre précaire ou confiés en gestion à l'Agence Immobilière Sociale de Woluwé-Saint-Pierre (ci-après, A.I.S. "Le Relais") ,

Considérant que l'ensemble des contrats de bail conclus avec les locataires pour les appartements, antérieurement à leur transfert en gestion à l'A.I.S "Le Relais", prévoit que le preneur supporte la totalité des charges communes du complexe immobilier dans la mesure des quotités de base attribuées aux parties privatives qu'il occupe, en ce compris le coût de l'assurance incendie couvrant l'immeuble à charge des propriétaires ; Considérant qu'en vertu des termes des contrats de bail, outre la quote-part de l'assurance incendie couvrant l'immeuble, les locataires doivent également souscrire une assurance intégrale incendie couvrant leur responsabilité civile locative ainsi que leur mobilier ;

Considérant que ce faisant, certains locataires ont le sentiment de payer une "double" assurance incendie ,

Considérant qu'en vertu du principe de l'autonomie de la volonté des parties contractantes, celles-ci sont en droit de mettre à charge du locataire des frais relatifs à la propriété qui, dans le silence de la convention, incomberaient au bailleur ,

Considérant néanmoins que les locataires sociaux qui louent un bien par l'intermédiaire de l'A.I.S. "Le Relais" disposent d'une capacité contributive limitée ,

Considérant que la commune a décidé de confier la gestion des appartements à l'A I S. "Le Relais" et que dans cet objectif, il y a lieu de tenir compte du principe de bonne administration et de proportionnalité dans la fixation des charges (les loyers étant fixés par la réglementation relatives aux agences immobilières sociales) ;

Considérant qu'en l'espèce le coût annuel total de l'assurance incendie couvrant l'immeuble à charge de la commune et répercuté sur les locataires représente un montant d'environ 1.800,00 EUR ; que la quote-part supportée par chaque locataire social représente pour lui une somme importante ,

Considérant que le coût de l'assurance incendie couvrant l'immeuble pourrait dès lors être exclu des charges communes à supporter par les locataires ;

Considérant qu'afin de respecter le principe d'égalité, il convient de ne pas limiter l'exclusion de ces frais aux seuls locataires sociaux ayant un bail avec l'A.I.S. "Le Relais" mais de l'étendre à l'ensemble des locataires des biens situés dans le complexe immobilier "Les Venelles" ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins du 03.09.2015 décidant de marquer un accord de principe sur la modification des contrats de bail des biens situés dans le complexe immobilier "Les Venelles" en vue de ne plus mettre à charge des locataires le coût de l'assurance incendie couvrant l'immeuble et de charger le service Logement de préparer les avenants aux conventions dans ce sens à soumettre au Conseil communal ;

Considérant qu'il convient d'établir un avenant pour les biens suivants :

1. dans la phase I du complexe immobilier "Les Venelles" . local situé venelle aux Jeux 15 ; Appartement n° 318 situé venelle aux Jeux 52 ; Appartement n° 120 situé place du White Star 19 ; Appartement n° 146 situé cours Amarante 1 ,
- 2 dans la phase II du complexe immobilier "Les Venelles" : Appartement n° 2410 situé venelle au Palio 41 avec cave et parking ; Studio situé venelle au Palio 58 ; Local situé venelle au Palio 11 , Locaux situés chemin des Tigelles 15 ; Locaux situés chemin des Tigelles 17 ; Studio n° 2530 situé venelle en Boucle 2 ; Appartement n° 2203 situé carré aux Platanes 15 , Appartement n° 2202 situé carré aux Platanes 16 ; Appartement n° 2430 situé venelle au Palio 36 ;

Considérant que l'exclusion desdits frais doit également s'appliquer aux occupations précaires des caves et parkings dans les phases I et II du complexe immobilier "Les Venelles" ,

Vu l'avenant "type" ci-annexé, lequel sera adapté pour chaque locataire ou mandataire de gestion ,

Considérant que l'avenant sera applicable dès l'établissement des décomptes de charges 2016 portant sur la période du 01.04.2015 au 31.03.2016 pour la phase I et sur la période du 01.07.2015 au 30.06.2016 pour la phase II ,

DECIDE ·

1. de modifier les contrats de bail, les mandats de gestion et les occupations précaires des biens situés dans le complexe immobilier "Les Venelles" phase I

- et phase II en vue de ne plus mettre à charge des locataires le coût de l'assurance incendie couvrant l'immeuble supporté par la commune ;
- 2 d'adopter l'avenant "type" ci-annexé, lequel sera adapté pour chaque locataire ou mandataire de gestion des biens suivants et qui sera applicable dès l'établissement des décomptes de charges 2016 portant sur la période du 01.04.2015 au 31 03.2016 pour la phase I et sur la période du 01.07 2015 au 30.06 2016 pour la phase II :
- dans la phase I du complexe immobilier "Les Venelles" . Local situé venelle aux Jeux 15 , Appartement n° 318 situé venelle aux Jeux 52 ; Appartement n° 120 situé place du White Star 19 , Appartement n° 146 situé cours Amarante 1 ,
  - dans la phase II du complexe immobilier "Les Venelles" : Appartement n° 2410 situé venelle au Palio 41 avec cave et parking ; Studio situé venelle au Palio 58 ; Local situé venelle au Palio 11, Locaux situés chemin des Tigelles 15 , Locaux situés chemin des Tigelles 17 ; Studio n° 2530 situé venelle en Boucle 2 , Appartement n° 2203 situé carré aux Platanes 15 , Appartement n° 2202 situé carré aux Platanes 16 , Appartement n° 2430 situé venelle au Palio 36.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.  
31 votants · 31 votes positifs.

---

23 02 2016/A/0017 **CC - Logement - Complexe immobilier "Les Venelles" - Immeuble situé Venelle aux Jeux 24 - Vente - Prix et conditions - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 232 ,

Considérant que la Commune de Woluwe-Saint-Pierre est propriétaire de l'immeuble anciennement dénommé "La Taverne" situé dans la première phase du complexe immobilier "Les Venelles", Venelle aux Jeux 24, 1150 Bruxelles, cadastré section C 101 p, d'une superficie de 217 m<sup>2</sup> ;

Vu l'acte de base de la première phase du complexe immobilier "Les Venelles" passé devant M. F. PERSOONS, Bourgmestre de la commune de Woluwe-Saint-Pierre, en date du 09.09 1976, attribuant audit immeuble 135 quotités dans les parties communes,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08 01.2015 décidant, d'une part, de marquer un accord de principe sur la vente de l'immeuble anciennement dénommé "La Taverne" et, d'autre part, de demander au receveur de l'enregistrement compétent l'estimation de la valeur dudit immeuble ,

Vu le courrier du 10.03 2015 adressé au receveur de l'enregistrement sollicitant l'estimation dudit immeuble , que ce courrier est resté sans suite ,

Considérant qu'après plusieurs rappels restés sans suite et de nombreuses tentatives d'obtenir des informations précises, la commune a appris qu'une circulaire interne au S.P.F Finances (Instruction n° 16/2014 du 24.12.2014) avait mis fin aux estimations "pour compte de tiers" par les receveurs de l'enregistrement et que depuis le 01.01.2015

le Comité d'Acquisition d'Immeubles Régional était désormais seul compétent pour effectuer lesdites estimations ,

Vu le courrier adressé par la commune de Woluwe-Saint-Pierre au Comité d'Acquisition d'Immeubles Régional en date du 25.09 2015 demandant de procéder à l'estimation du bien ;

Vu le courriel du Comité d'Acquisition d'Immeubles Régional du 06 10 2015 accusant réception de la demande de la commune ;

Vu le courriel du Comité d'Acquisition d'Immeubles Régional du 20.11 2015 indiquant que le dossier de la commune sera traité dans le courant du mois de juin 2016 ,

Vu la circulaire relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles du 22.12.2015 prévoyant notamment qu'à défaut de rapport d'estimation établi par le Comité d'Acquisition d'Immeubles Régional dans un délai de soixante jours à partir de la date du dépôt de la demande d'estimation d'un bien, date établie par l'accusé de réception du Comité d'Acquisition d'Immeubles Régional, les pouvoirs locaux peuvent recourir à une estimation réalisée par un géomètre-expert immobilier ;

Considérant que la Commune souhaite vendre l'immeuble anciennement dénommé "La Taverne" dans les meilleurs délais et ne peut se permettre d'attendre le mois de juin 2016 d'autant que la demande d'estimation a été formulée depuis le mois de mars 2015, Vu le rapport de l'expert M. M. GRILLET du 25.03.2015 qui estime le bien en l'état, sur base de l'importance des travaux à réaliser, d'une comparaison de prix et de la requalification du bien à effectuer, à la somme de 187.000,00 EUR ;

Considérant que sur base de ce qui précède, il y a lieu de fixer le prix de vente minimal du bien à la somme de 187.000,00 EUR ;

Vu la circulaire du 22.12.2015 susmentionnée prévoyant que dorénavant l'information par le biais d'une enquête de commodo et incommodo prévue par l'article 118 de la nouvelle loi communale n'est plus obligatoire ,

Considérant qu'en vue de la vente de l'immeuble, il sera procédé à des mesures de publicité adéquates (avis dans le journal communal, affichages, etc.) ;

DECIDE :

1. de procéder à la mise en vente de gré à gré de l'immeuble anciennement dénommé "La Taverne" situé dans le complexe immobilier "Les Venelles", Venelle aux jeux 24, 1150 Bruxelles, cadastré section C 101 p, d'une superficie de 217 m<sup>2</sup> et de fixer le prix de vente minimum, hors frais, à la somme de 187.000,00 EUR ;
2. d'approuver les conditions et modalités essentielles de vente suivantes :
  - les candidats-acquéreurs devront faire une offre d'achat écrite, ferme et irrévocable, à partir du prix minimum fixé ; la vente ne sera parfaite, et la commune engagée, qu'à la signature du compromis de vente par les parties et à la réception par la commune du paiement de la garantie de 10 % du prix de vente sur le compte du notaire désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour la signature du compromis ;
  - le Collège des Bourgmestre et Echevins retiendra l'offre la plus avantageuse pour la commune ;
  - le bien est vendu dans l'état où il se trouve, bien connu de l'acquéreur,

- sans garantie d'absence de vice apparent ou de vice caché, sans garantie de contenance, avec toutes les servitudes et mitoyennetés qui le grèvent ;
- 3 de charger le Collège des Bourgmestres et Echevins de diligenter la procédure de vente ;
  - 4 d'affecter le produit de la vente à la politique de l'habitat.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**GR - Huisvesting - Immobiliëncomplex "De Drevekens" - Gebouw gelegen Speeltuindreveren 24 - Verkoop - Prijs en voorwaarden - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 232 ;

Overwegende dat de Gemeente Sint-Pieters-Woluwe eigenaar is van een gebouw voorheen genaamd "La Taverne" gelegen in de eerste fase van het immobiliëncomplex "De Drevekens", Speeltuindreveren 24, 1150 Brussel, gekadastueerd sectie C 101 p, met een oppervlakte van 217 m<sup>2</sup> ,

Gelet op de basisakte van de eerste fase van het immobiliëncomplex « De Drevekens » opgemaakt voor Dhr. François PERSOONS, Burgemeester van de Gemeente Sint-Pieters-Woluwe, op datum van 09.09.1976, die aan genoemd gebouw 135 quotiteiten toekent in de gemeenschappelijke delen ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 08.01.2015 die enerzijds beslist om een principiële akkoord aan te gaan voor de verkoop van het gebouw, voorheen genaamd "La Taverne" en, anderzijds, aan de bevoegde ontvanger van registratie de schatting te vragen van genoemd gebouw ;

Gelet op de brief van 10 03 2015 aan de ontvanger van registratie met de vraag voor schatting van genoemd gebouw ; dat deze brief zonder gevolg is gebleven ;

Overwegende dat na verschillende herinneringen te hebben gestuurd, die zonder gevolg bleven en vele pogingen om de juiste informatie te bekomen, de gemeente vernomen heeft dat een interne omzendbrief bij FOD Financien (Instructie n°16/2014 van 24.12.2014) een einde had gemaakt aan de schattingen "voor rekening van derden" door de ontvangers van registratie en dat sinds 01 01 2015 het Gewestelijk Aankoopcomité voortaan enkel bevoegd was voor het uitvoeren van genoemde schattingen ;

Gelet op de brief van 25.09.2015 van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe aan het Gewestelijk Aankoopcomité van Gebouwen met de vraag om over te gaan tot schatting van het goed ,

Gelet op de e-mail van 06.10.2015 van het Gewestelijk Aankoopcomité van Gebouwen die ontvangst meldt van de aanvraag van de gemeente ;

Gelet op de e-mail van 20.11.2015 van het Gewestelijk Aankoopcomité van Gebouwen die meldt dat het dossier van de gemeente behandeld zal worden in de loop van de maand juni 2016 ,

Gelet op de omzendbrief van 22.12.2015 betreffende de verwerving of veivreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen die met name voorziet dat bij gebrek van het rapport van schatting opgemaakt door het

Gewestelijk Aankoopcomité van Gebouwen wanneer binnen een termijn van zestig dagen vanaf de datum dat de aanvraag voor de schatting van een goed werd ingediend, datum gestaafd door het ontvangstbewijs van het Gewestelijk Aankoopcomité van Gebouwen, geen verslag van schatting heeft opgesteld, de plaatselijke besturen het goed kunnen laten schatten door een landmeter-expert ,

Overwegende dat de Gemeente het gebouw voorheen genaamd "La Taverne" zo vlug mogelijk wenst te verkopen en zich niet kan veroorloven te wachten tot in de maand juni 2016 temeer daar de aanvraag tot schatting werd ingediend sedert de maand maart 2015 ;

Gelet op het rapport van de expert GRILLET van 25.03.2015 die het goed, in de huidige staat, op basis van de belangrijkheid van de uit te voeren werken, met een vergelijking van prijzen en een uit te voeren herkwalificatie van het goed, schat op de som van 187 000,00 EUR ;

Overwegende dat rekening houdende met wat voorafgaat, de minimale verkoopprijs dient vastgesteld te worden op de som van 187.000,00 EUR ;

Gelet op genoemde omzendbrief van 22.12.2015 die voorziet dat voortaan de informatie door middel van een commodo en incommodo voorzien door artikel 118 van de nieuwe gemeentewet niet meer verplicht is ,

Overwegende dat in het vooruitzicht van de verkoop van het gebouw, er voldoende publiciteitsmaatregelen zullen getroffen worden (bericht in het gemeentelijk blad, aanplakkingen, enz.) ;

BESLUIT .

1. over te gaan tot de verkoop, in der minne, van het gebouw, voorheen genaamd "La Taverne" gelegen in het immobiliencomplex "De Drevekens", Speeltuindreveren 24, 1150 Brussel, gekadastréerd sectie C 101 p, met een oppervlakte van 217 m<sup>2</sup> en de minimale verkoopprijs, zonder kosten, vast te stellen op de som van 187.000,00 EUR ;
2. de volgende essentiële verkoopvoorwaarden en modaliteiten goed te keuren ·
  - de kandidaat-kopers moeten schriftelijk, een stevig en onherroepelijk bod indienen, vanaf het minimum bepaalde bedrag ; de verkoop zal enkel volledig zijn, en de gemeente betrokken, bij de ondertekening van de verkoopsovereenkomst door de partijen en bij ontvangst door de gemeente van de betaling van de waarborg van 10 % van de verkoopprijs op de rekening van de notaris aangeduid door het College van Burgemeester en Schepenen voor de ondertekening van de overeenkomst ;
  - het College van Burgemeester en Schepenen zal de meest gunstige offerte voor de gemeente weerhouden ;
  - het goed wordt verkocht in de staat waarin het zich bevindt, goed gekend door de koper, zonder garantie van afwezigheid van een zichtbaar of verborgen gebrek, zonder garantie van inhoud, met alle erfdiensbaarheid en mandeligheid erop belast ;
3. het College van Burgemeester en Schepenen te gelasten met de opvolging van de verkoopprocedure ;
4. het product van de verkoop te bestemmen voor de woonpolitiek

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed  
31 stemmers · 31 positieve stemmen.

---

**Famille - Jeunesse - Seniors - Service social - Famille - Jeugd - Senioren - Sociale dienst**

23 02.2016/A/0018 **CC - C.P.A.S. - Octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13.02.2003 et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10.12.2015 - Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Woluwe-Saint-Pierre - Approbation - Année 2015**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13.02.2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale ,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10.12.2015 attribuant aux dix-neuf communes de la Région bruxelloise une subvention spéciale de 850 000,00 EUR pour l'année 2015 en application de l'ordonnance du 13.02.2003 ;

Considérant que l'aide aux personnes migrantes, aux personnes sans-abri, aux personnes dites "roms" et aux gens du voyage est une tâche d'intérêt communal ;

Considérant que les Centres Publics d'Action Sociale participent au premier plan à cette tâche ;

Considérant que l'exercice de cette tâche entraîne un déficit budgétaire des Centres Publics d'Action Sociale, pris en charge par les communes ;

Considérant que l'intervention de la Région de Bruxelles-Capitale permet de contribuer à l'assainissement des finances des communes qui assument ce déficit ;

Considérant que, dans ce cadre, l'arrêté précité octroie à la commune de Woluwe-Saint-Pierre une subvention d'un montant de 9.823,00 EUR ;

Vu la convention relative à l'octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale à conclure notamment entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Woluwe-Saint-Pierre en vue de l'obtention dudit subsidie ;

DECIDE dans le cadre l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 02.2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale et dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 12.2015 attribuant aux dix-neuf communes de la Région bruxelloise une subvention spéciale de 850 000,00 EUR pour l'année 2015 en application de l'ordonnance du 13 02.2003, d'approuver la convention relative à l'octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale à conclure entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Woluwe-Saint-Pierre, telle que reprise en annexe.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération  
31 votants . 31 votes positifs.

---

**GR - O.C.M.W. - Toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in toepassing van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 13.02.2003 en van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10.12.2015 - Overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe - Goedkeuring - Jaar 2015**

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 10.12.2015 tot toekenning van een bijzondere subsidie van 850 000,00 EUR voor het jaar 2015 aan de negentien gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in toepassing van de ordonnantie van 13.02.2003 ;

Overwegende dat het verlenen van bijstand aan migranten, daklozen, de zogenaamde "Roma" en woonwagenbewoners een taak van gemeentelijk belang vormt ;

Overwegende dat de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn in eerste lijn deelnemen aan het vervullen van deze taak ,

Overwegende dat het vervullen van deze taak leidt tot een begrotingstekort van de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn dat door de gemeenten ten laste wordt genomen ,

Overwegende dat de tegemoetkoming van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan bijdragen tot de aanzuivering van de financiën van de gemeenten die dit tekort ten laste nemen ;

Overwegende dat, in dit kader, het bovenvermeld besluit aan de gemeente Sint-Pieters-Woluwe een subsidie van 9.823,00 EUR toekent ;

Gelet op de overeenkomst met betrekking tot de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest onder meer te sluiten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor het toekennen van de deze toelage ;

BESLUIT in het kader van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de overeenkomst en in het kader van het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 10.12.2015 tot toekenning van een bijzondere subsidie van 850 000,00 EUR voor het jaar 2015 aan de negentien gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in toepassing van de ordonnantie van 13.02.2003 goed te keuren met betrekking tot de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest onder meer te sluiten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe zoals in bijlage opgenomen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers · 31 positieve stemmen

## Culture francophone - Franstalige cultuur

23 02.2016/A/0019 CC - Prix des Arts de Woluwe-Saint-Pierre 2016 - Règlement

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ,

Considérant qu'il est prévu un crédit de 4.000,00 EUR à l'article 7700/331-01 du service ordinaire du budget de l'exercice 2016 pour l'organisation d'un concours dénommé "Prix des Arts de Woluwe-Saint-Pierre 2016" ;

Considérant qu'il y a lieu d'arrêter le règlement dudit concours ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ,

DECIDE d'arrêter comme suit le règlement du concours dénommé "Prix des Arts de Woluwe-Saint-Pierre 2016" .

### **Article 1 : But**

Dans le but de promouvoir l'expression artistique contemporaine, il est instauré un "Prix des Arts de Woluwe-Saint-Pierre"

Ce prix sera attribué, chaque année, à un artiste en arts plastiques domicilié en Belgique Ce prix est attribué successivement, suivant une rotation de quatre années, aux disciplines suivantes . sculpture et installation ; peinture et dessin , photographie, image imprimée , tissage, tapisserie et dentelle.

### **Article 2 : Conditions générales de participation**

Le "Prix des Arts de Woluwe-Saint-Pierre 2016" est attribué à un artiste dans le domaine du tissage, de la tapisserie et de la dentelle, domicilié en Belgique. Le règlement du concours sera disponible sur le site internet de la commune ainsi que sur la page Facebook du W.Halll (pôle culturel de Woluwe-Saint-Pierre)

Sont exclus du concours :

- les membres du corps enseignant de l'Académie des Arts de Woluwe-Saint-Pierre et de l'"Academie voor Beeldende Kunsten" (RHoK) et leurs parents jusqu'au 3ème degré compris ,
- tous les membres du jury ;
- toute personne ayant déjà remporté le "Prix des Arts de Woluwe-Saint-Pierre" dans la même discipline.

Aucune œuvre ne peut avoir été primée antérieurement.

Chaque participant devra renvoyer le formulaire d'inscription joint à ce règlement avant de déposer ses oeuvres. Aucune oeuvre ne sera acceptée sans envoi du formulaire d'inscription.

Le formulaire d'inscription sera accompagné d'une photo par oeuvre en format JPEG (300 dpi) portant les indications : titre, sens de l'oeuvre "haut" et "bas"

Chaque concurrent déposera trois oeuvres maximum Un diptyque ou triptyque sont considérés comme une oeuvre Les oeuvres devront être présentées sur un support adéquat permettant leur exposition ; en cas d'accrochage, chaque oeuvre devra être

dotée d'un système adéquat. Les dimensions des œuvres ne pourront dépasser 200 x 100 cm.

Les œuvres seront originales, exécutées par l'artiste, avec des matériaux libres et dans des techniques tissées et/ou en relation avec les techniques de la tapisserie, du tissage et de la dentelle (entrelacs).

Le **dépôt des œuvres** aura lieu dans la salle FABRY de l'hôtel communal de Woluwe-Saint-Pierre, avenue Charles Thielemans 93, 1150 Bruxelles, **le lundi 24.10.2016 de 11:30 à 14:30 et de 16:30 à 19:30.**

La commune de Woluwe-Saint-Pierre déclinant toute responsabilité quant aux œuvres qui lui sont confiées, les candidats feront assurer celles-ci.

Les participants paieront un droit d'inscription de 15,00 EUR en argent liquide lors du dépôt des œuvres.

### **Article 3 : Jury**

Le jury est composé des personnes suivantes .

- l'échevine de la Culture française, présidente ;
- l'échevin de la Culture néerlandophone ,
- la directrice de l'Académie des Arts de Woluwe-Saint-Pierre ;
- un représentant du Syndicat d'Initiatives de Woluwe-Saint-Pierre ;
- le directeur de l'école néerlandophone RHoK "Academie voor Beeldende kunsten" ;
- un critique d'art ;
- trois à cinq artistes éminents dans la discipline envisagée ;

Le jury est assisté par le chef du service de la Culture ou son adjoint(e), secrétaire du concours.

L'échevin de la Culture française peut déléguer la présidence du concours à un autre membre du Collège des Bourgmestres et Echevins.

Le jury se réunira le **mardi 25.10.2016 à 10:00**

Les artistes sélectionnés pour l'exposition et non-sélectionnés seront prévenus par e-mail ou par téléphone **le mardi 25.10.2016 dès 15:00.**

Les résultats seront proclamés lors du vernissage de l'exposition

Le jury procédera par élimination successive.

Les décisions seront prises à la majorité simple.

En cas de parité des voix, celle du président sera prépondérante.

Si la majorité requise n'était pas atteinte au premier tour de scrutin, il sera procédé à un scrutin de ballottage entre les deux œuvres qui auront obtenu le plus grand nombre de voix. Les décisions du jury seront définitives et sans appel.

Les **œuvres non-sélectionnées** pour l'exposition devront être impérativement reprises, contre remise du récépissé de dépôt, **le mercredi 26.10.2016 de 14:00 à 17:00** en la salle FABRY

### **Article 4 : Prix et distinctions**

Les montants du "Prix des Arts de Woluwe-Saint-Pierre 2016" sont répartis comme suit . le Premier Prix est fixé à 2.500,00 EUR, le Deuxième Prix est fixé à 1.000,00 EUR et

une mention est fixée à 500,00 EUR.

Il pourra éventuellement ne pas être attribué de prix sur décision du jury. Des mentions supplémentaires pourront également être décernées.

L'artiste remportant le Premier Prix est invité à présenter une de ses œuvres à la Commission d'Acquisition d'œuvres d'art organisée annuellement par la commune de Woluwe-Saint-Pierre.

Seuls les lauréats se trouvant dans les conditions mentionnées ci-dessus pourront se prévaloir de leur participation au "Prix des Arts de Woluwe-Saint-Pierre 2016".

Les artistes dont les œuvres auront été sélectionnées pour l'exposition pourront utiliser la mention "Sélectionné au Prix des Arts de Woluwe-Saint-Pierre 2016".

#### **Article 5 : Proclamation, exposition et remise des distinctions**

La proclamation des résultats ainsi que le vernissage de l'exposition des œuvres retenues à cet effet auront lieu le **jeudi 27.10.2016 à 18:30** en la salle FABRY de l'hôtel communal de Woluwe-Saint-Pierre, avenue Charles Thielemans 93, 1150 Bruxelles.

L'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre organisera une exposition des œuvres primées et sélectionnées par le jury. Elle se tiendra du **vendredi 28.10 au dimanche 30.10.2016 de 12:00 à 18:00**

#### **Article 6 : Reprise des œuvres**

Les œuvres exposées seront impérativement reprises par les candidats, contre remise du récépissé de dépôt, le **dimanche 30.10.2016 entre 18:00 et 19:30** en la salle FABRY.

Passé un délai d'un mois après cette date, les œuvres non reprises deviendront propriété de la commune de Woluwe-Saint-Pierre sans indemnité quelconque à l'auteur et sans autre avertissement.

#### **Article 7**

Le fait de participer au concours entraîne pour le concurrent, l'acceptation inconditionnelle des dispositions du présent règlement.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants . 31 votes positifs.

---

### **GR - Prijs voor Schone Kunsten van Sint-Pieters-Woluwe 2016 - Reglement**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Overwegende dat een krediet van 4.000,00 EUR voorzien is op artikel 7700/331-01 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2016 voor de organisatie van de wedstrijd genaamd "Prijs voor Schone Kunsten van Sint-Pieters-Woluwe 2016" ,

Overwegende dat het nodig is het reglement van die wedstrijd vast te stellen ,

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT het reglement van de wedstrijd genaamd "Prijs voor Schone Kunsten van Sint-Pieters-Woluwe 2016" als volgt vast te stellen .

#### **Artikel 1 : Doel**

De "Kunstprijz van Sint-Pieters-Woluwe" werd in het leven geroepen met als doel de expressie van hedendaagse kunst te bevorderen

Deze prijs wordt elk jaar toegekend aan een beeldend kunstenaar die in België zijn

verblijfplaats heeft Deze prijs wordt volgens een toerbeurt van 4 jaar achtereenvolgens uitgereikt aan de volgende disciplines : beeldhouwkunst en installatiekunst , schilder - en tekenkunst ; fotografie, gedrukt beeld ; weefkunst, tapijtwerkerskunst en kantwerk

### **Artikel 2 : Algemene deelnamevoorwaarden**

De "Kunstprijz van Sint-Pieters-Woluwe 2016" wordt toegekend aan een kunstenaar die één van de volgende disciplines beoefend : weefkunst,tapijtwerkerskunst en kantwerk, en die in België zijn officiële verblijfplaats heeft. Het wedstrijdreglement kan geraadpleegd worden op de website van de gemeente en op de Facebookpagina van de W.Hall (Cultureel Centrum van Sint-Pieters-Woluwe)

Mogen niet deelnemen aan de wedstrijd

- de leden van het lerarenkorps van de “Académie des Arts de Woluwe-Saint-Pierre” en van de Academie voor Beeldende Kunsten (RHoK) van Sint-Pieters-Woluwe, en hun verwanten tot de derde graad ;
- de leden van de jury ;
- personen die de "Kunstprijz van Sint-Pieters-Woluwe" reeds gewonnen hebben in dezelfde discipline.

De deelnemende kunstwerken mogen nog geen prijs ontvangen hebben.Iedere deelnemer moet het bijgevoegde inschrijvingsformulier ingevuld terugsturen alvorens zijn kunstwerken in bewaring te geven. Er worden geen werken aanvaard indien er geen inschrijvingsformulier voor opgestuurd werd. Samen met het inschrijvingsformulier moet er ook een foto van het kunstwerk in JPEG-formaat (300 dpi) verstuurd worden waarop de volgende gegevens staan : titel, oriëntatie van het werk (“bovenkant” en “onderkant”). Iedere deelnemer mag maximum drie kunstwerken instuuen (een diptiek of triptiek wordt als één werk beschouwd). De werken moeten gepresenteerd worden op een drager die geschikt is voor hun tentoonstelling, indien een kunstwerk moet opgehangen worden, moet het uitgerust zijn met een stevig, daartoe geschikt systeem. De afmetingen van de werken mogen niet groter zijn dan 200 x 100 cm De kunstwerken moeten het oorspronkelijke exemplaar zijn, gemaakt door de kunstenaar zelf, met materialen naar keuze en gebruik makend van weeftechnieken en/of technieken van de tapijtweefkunst, de weefkunst en kantwerk (lofwerk) De **kunstwerken moeten ingediend worden** in de zaal FABRY van het gemeentehuis van Sint-Pieters-Woluwe, Charles Thielemanslaan 93, 1150 Brussel, op **maandag 24.10.2016 van 11:30 tot 14:30 en van 16:30 tot 19:30**. Iedere deelnemer zal een bewijs van inbewaringgeving ontvangen De gemeente Sint-Pieters-Woluwe wijst elke verantwoordelijkheid af voor de kunstwerken die haar werden toevertrouwd, en dus is het aan de kandidaten om deze werken te laten verzekeren De deelnemers moeten een inschrijvingsrecht van 15,00 EUR contant betalen bij het indienen van de kunstwerken.

### **Artikel 3 : Jury**

De jury bestaat uit de volgende personen :

- de schepen van Cultuur voor de Franstalige gemeenschap, voorzitter ;
- de schepen van Cultuur voor de Nederlandstalige gemeenschap ,

- de directeur van de "Académie des Arts de Woluwe-Saint-Pierre" ;
- een vertegenwoordiger van het Syndicaat ter Bevordering der Gemeentelijke Initiatieven van Sint-Pieters-Woluwe ;
- de directrice van de Academie voor Beeldende Kunsten (RHoK) ;
- een kunstcriticus ;
- drie tot vijf vooraanstaande kunstenaars uit de beoogde discipline ;

De jury wordt bijgestaan door de dienstchef van de Cultuurdienst of zijn/haar adjunct, wedstrijdsecretaris

De schepenen van Cultuur voor de Franstalige gemeenschap mag het voorzitterschap van de wedstrijd overdragen aan een ander lid van het College van Burgemeester en Schepenen.

De jury zal bijeenkomen op **dinsdag 25.10.2016 om 10:00**.

De geselecteerde voor de tentoonstelling en niet-geselecteerde kunstenaars zullen op de hoogte gebracht worden via e-mail of telefonisch op **dinsdag 25.10.2016 vanaf 15:00**.

De resultaten zullen bekendgemaakt worden tijdens de vernissage van de tentoonstelling.

De jury zal een systeem met rechtstreekse uitschakeling (knock-out) hanteren

De beslissingen worden bij gewone meerderheid genomen.

Bij gelijkheid van stemmen, is de stem van voorzitter doorslaggevend.

Wanneer de vereiste meerderheid niet behaald wordt na de eerste stemronde, zal er voor de twee kunstwerken die het hoogste aantal stemmen haalden opnieuw gestemd moeten worden. De beslissingen van de jury zijn definitief en onherroepelijk

De **kunstwerken die niet geselecteerd worden** voor de tentoonstelling moeten terug worden opgehaald, mits afgifte van een bewijs van inbewaringgeving, op **woensdag 26.10.2016 tussen 14:00 en 17:00** in de zaal FABRY

#### **Artikel 4 : Prijzen en onderscheidingen**

Het bedrag van de "Kunstprijz van Sint-Pieters-Woluwe 2016" worden als volgt verdeeld : de Eerste Prijs bedraagt 2.500,00 EUR, de Tweede Prijs bedraagt 1 000,00 EUR en voor een eervolle vermelding wordt 500,00 EUR uitbetaald.

De jury kan eventueel beslissen om geen prijs toe te kennen. Ook bijkomende eervolle vermeldingen zullen kunnen toegekend worden.

De kunstenaar die de Eerste Prijs wint, zal verzocht worden om één van zijn/haar kunstwerken voor te stellen aan de Aankoopcommissie voor kunstwerken die jaarlijks bijeengeroepen wordt door de gemeente Sint-Pieters-Woluwe. Enkel de laureaten die aan de voornoemde voorwaarden voldoen, zullen mogen deelnemen aan de "Kunstprijz van Sint-Pieters-Woluwe 2016". De kunstenaars van wie de kunstwerken weerhouden werden voor de tentoonstelling zullen de vermelding "Geselecteerd voor de Kunstprijs van Sint-Pieters-Woluwe 2016" mogen gebruiken

#### **Artikel 5 : Bekendmaking, tentoonstelling en uitreiking van de onderscheidingen**

De bekendmaking van de resultaten en de vernissage van de tentoonstelling van de weerhouden kunstwerken zullen doorgaan op **donderdag 27.10.2016 om 18.30** in de zaal FABRY van het gemeentehuis van Sint-Pieters-Woluwe, Charles Thielemanslaan 93, 1150 Brussel. De gemeente Sint-Pieters-Woluwe zal een tentoonstelling organiseren van de kunstwerken die bekroond en uitgekozen werden door de jury. Die zal

doorgaan van **vrijdag 28.10 tot zondag 30.10.2016 van 12:00 tot 18:00**

**Artikel 6 : Terugname van de kunstwerken**

De tentoongestelde kunstwerken moeten terug opgehaald worden door de kandidaten, mits afgifte van een bewijs van inbewaringgeving, op **zondag 30.10.2016 tussen 18:00 en 19:30** in de zaal FABRY. Bij het verstrijken van een termijn van één maand na deze datum, worden de niet teruggenomen kunstwerken eigendom van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe zonder het uitkeren van een vergoeding aan de maker en zonder verdere verwittiging.

**Artikel 7**

Wie deelneemt aan de wedstrijd aanvaardt onvoorwaardelijk de bepalingen van het onderhavige reglement

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen

---

23.02 2016/A/0020 **CC - Prix de Violoncelle de Woluwe-Saint-Pierre 2016 - Règlement**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Considérant qu'un crédit de 6.500,00 EUR est inscrit à l'article 7700/331-01 du service ordinaire du budget de l'exercice 2016 pour l'organisation d'un concours intitulé "Prix de Violoncelle de Woluwe-Saint-Pierre 2016" ,

Considérant qu'il y a lieu dès lors d'arrêter le règlement dudit concours ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

DECIDE d'arrêter comme suit le règlement du concours intitulé "Prix de Violoncelle de Woluwe-Saint-Pierre 2016" .

**Article 1 :**

Le Concours de Violoncelle de Woluwe-Saint-Pierre est ouvert aux jeunes violoncellistes de 9 à 29 ans ayant fréquenté ou fréquentant un établissement d'enseignement musical belge ou européen (Académie, Conservatoire ou enseignement privé pour les catégories A et B).

**Article 2 .**

Le Concours est organisé en quatre catégories .

**Catégorie A** : candidats âgés de 9 à 13 ans, poursuivant des études dans une Académie, un enseignement équivalent ou un enseignement privé

**Catégorie B** : candidats âgés de 14 à 25 ans, poursuivant des études dans une Académie, un enseignement équivalent ou un enseignement privé.

**Catégorie C** : candidats âgés de 15 à 18 ans, poursuivant des études dans un Conservatoire Royal ou un enseignement équivalent (y compris les élèves inscrits dans un Conservatoire comme "Jeunes Talents").

**Catégorie D** : candidats âgés de 19 à 29 ans poursuivant des études dans un Conservatoire Royal ou un enseignement équivalent et n'ayant pas encore obtenu le diplôme final (Master ou équivalent)

**Article 3 :**

Le Concours se déroule en deux étapes . l'épreuve éliminatoire · le vendredi 6 mai 2016 - l'épreuve finale · le samedi 7 mai 2016

L'horaire de passage sera communiqué ultérieurement à chaque candidat inscrit

Article 4 :

Les épreuves auront lieu au W.Halll (Centre culturel et de Congrès de Woluwe-Saint-Pierre), avenue Charles Thielemans 93 - 1150 Bruxelles.

Article 5 :

Le jury est composé de ·

L'Echevin de la Culture de Woluwe-Saint-Pierre ; l'Echevin de l'Enseignement de Woluwe-Saint-Pierre ; quatre personnalités reconnues du monde du violoncelle, pédagogues ou instrumentistes de renommée dont M Edmond Baert, professeur Honoraire au Conservatoire Royal de Musique de Bruxelles ; Mme Caroline Descamps, Directrice de l'Académie de Musique de Woluwe-Saint-Pierre, et le pianiste-accompagnateur du Concours, professeur au Conservatoire Royal de Musique de Bruxelles

Article 6 :

Les délibérations du jury sont strictement confidentielles et ses décisions sont sans appel. Si l'un des membres du jury est ou a été le professeur d'un candidat, il s'abstiendra de noter les prestations de celui-ci.

Article 7 :

Le jury peut décider d'écourter une prestation en cas de dépassement du temps imparti.

Article 8 :

Les candidats doivent fournir au jury les partitions du répertoire présenté

Article 9 :

Les candidats doivent se présenter une heure au moins avant leur prestation. Le candidat arrivé en retard aux épreuves ne sera pas admis à concourir.

Article 10 :

Toutes les épreuves sont ouvertes au public.

Article 11 :

Les candidats sont répartis en 4 catégories selon leur âge à la date limite du 7 mai 2016  
Le programme est composé uniquement d'oeuvres originales et se présente comme suit:

**Catégorie A**

Epreuve éliminatoire (maximum 10 minutes) .

- Imposé : Paul Bazelaire - Variations sur une chanson naïve op 125 (Thème et variations 1 - 2 - 5 et 7)
- Une oeuvre au choix

Épreuve finale (maximum 10 minutes) .

- Imposé : Gabriel Fauré - Sicilienne op 78
- Une oeuvre au choix (différente de celle présentée à l'épreuve éliminatoire)

**Catégorie B**

Epreuve éliminatoire .

- Imposé · Jean-Sébastien Bach - Prélude d'une des trois premières Suites pour violoncelle
- Imposé : Eric Feldbusch - Phantasmes (éditée par Andel Uitgave - 8400 Oostende et disponible au prix de 10,50 EUR - frais de port non inclus)

Épreuve finale (maximum 15 min) :

- Imposé : Joseph Haydn - Menuet en do majeur (transcription Alfredo Piatti - Ed IMC 551)
- Premier mouvement d'une oeuvre concertante au choix n'excédant pas 10 minutes - en accord avec la Direction du Concours

### **Catégorie C**

Epreuve éliminatoire ·

- Imposé . Jean-Sébastien Bach - Prélude d'une des six Suites pour violoncelle
- Imposé · François Servais - La Romanesca (partition libre de droits ou éditée par l'Association Servais au prix de 5,40 EUR - frais de port non inclus) + une étude au choix parmi les 6 Etudes pour violoncelle et piano (éditées par l'Association Servais et disponible au prix de 16,20 EUR - frais de port non inclus).

Épreuve finale (maximum 20 minutes) :

- Imposé Premier mouvement d'un concerto classique
- Une oeuvre concertante au choix (reprise dans la liste ci-jointe - cf. annexe 1)

### **Catégorie D**

Epreuve éliminatoire ·

- Imposé : Jean-Sébastien Bach - Prélude d'une des six Suites pour violoncelle
- Une oeuvre au choix n'excédant pas 10 minutes - en accord avec la Direction du Concours
- Eric Feldbusch - Mouvements 1 et 3 de Mosaïque (éditée par A Van Kerckhoven et disponible au prix de 10,00 EUR - frais de port non inclus)

Epreuve finale :

- Imposé . Premier mouvement d'un concerto classique
- Une oeuvre concertante au choix reprise dans la liste ci-jointe (cf. annexe 1)

### Article 12 ·

Les candidats peuvent se présenter avec un accompagnateur de leur choix ou faire appel à l'accompagnateur officiel du Concours. Dans ce cas, ils sont tenus de contacter le secrétariat et l'accompagnateur du Concours au plus tard le 15 mars 2016, date limite d'inscription.

Accompagnateur . M. Pierre Brunello · 0475/95.36.89 - brunello.pierre@gmail com  
Les répétitions avec l'accompagnateur du Concours ont lieu le jeudi 5 mai 2016 (veille de l'épreuve éliminatoire) au W.Hall (Centre culturel et de Congrès de Woluwe-Saint-Pierre) - Salle Fabry - 93, avenue Charles Thielemans - 1150 Bruxelles.

Article 13 ·

Les inscriptions sont accompagnées d'une photo récente, d'une photocopie recto/verso de la carte d'identité, d'une attestation du niveau des études et du programme proposé (sous réserve d'acceptation par la Direction du Concours). Elles doivent être adressées au "Secrétariat du Concours de Violoncelle de Woluwe-Saint-Pierre" C/O Académie de Musique, 28, avenue Charles Thielemans - 1150 Bruxelles pour le mardi 15 mars 2016 au plus tard, cachet de la poste faisant foi.

Article 14 ·

Le droit d'inscription fixé à 25,00 EUR est à verser au n° de compte IBAN BE 67 0910 0019 9887 - code BIC · GKCCBEBB de l'Administration communale de Woluwe-Saint-Pierre, avec la communication "Concours de Violoncelle de Woluwe-Saint-Pierre 2016"

Le droit d'inscription n'est en aucun cas remboursable.

La date limite d'inscription est fixée au 15 mars 2016

Article 15 ·

Un accusé de réception est adressé à chaque candidat dont le dossier est complet, à savoir ·

le programme proposé par le candidat, le formulaire d'inscription, la preuve de paiement du droit d'inscription, une photo, la photocopie de la carte d'identité, l'attestation d'études, un talon de virement ou extrait de compte bancaire au nom du candidat (pour le paiement du Prix).

Article 16 ·

Il sera attribué par catégorie .

**Catégorie A :**

- 1er Prix d'une valeur de 350,00 EUR.

**Catégorie B :**

- 1er Prix d'une valeur de 400,00 EUR.
- Un prix spécial d'une valeur de 100,00 EUR sera attribué par la **Fondation Eric Feldbusch** au candidat qui aura donné la meilleure interprétation de l'oeuvre imposée "Phantasmes".

**Catégorie C :**

- 1er Prix d'une valeur de 500,00 EUR, **Prix de la Ministre Joëlle Milquet**, sera attribué par la Ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour la catégorie des Jeunes Talents de 15 à 18 ans.
- 2ème Prix d'une valeur de 250,00 EUR, **Prix des Amis de l'Académie de Musique de Woluwe-Saint-Pierre**
- Un prix spécial d'une valeur de 250,00 EUR sera attribué par l'**A.S.B.L.**

**Servais** au candidat qui aura donné la meilleure interprétation des oeuvres imposées de François Servais.

#### **Catégorie D :**

- 1er Prix d'une valeur de 1.000,00 EUR, **Prix Edmond Baert**.
- 2ème Prix d'une valeur de 500,00 EUR
- 3ème Prix d'une valeur de 250,00 EUR
- Un prix spécial d'une valeur de 400,00 EUR sera attribué par la **Fondation Eric Feldbusch** au candidat qui aura donné la meilleure interprétation de l'oeuvre imposée "Mosaïque".

#### Article 17 :

Le jury est souverain et peut décider d'accorder ou non un prix s'il considère que le niveau général du Concours est insuffisant. Les décisions du jury sont prises à la majorité - la voix du Président étant prépondérante - et sont proclamées séance tenante par le Président du jury.

#### Article 18 :

Le candidat ayant obtenu le 1er Prix de sa catégorie ne peut plus concourir dans la même catégorie.

#### Article 19 :

La Direction du Concours se réserve le droit de réaliser un enregistrement son/vidéo non commercial des prestations des candidats.

#### Article 20 :

La Direction du Concours ne peut être tenue pour responsable des dommages physiques ou matériels qui pourraient résulter de la participation ou de l'assistance au Concours.

#### Article 21 :

Le fait de participer au Concours entraîne pour le candidat l'acceptation inconditionnelle des dispositions du présent règlement. En cas de litige, seule la rédaction en langue française fera foi.

Toutes les situations non prévues par le présent règlement ou nées de son application seront tranchées par la Direction du Concours dont les décisions seront sans appel

#### Article 22 .

Si le nombre de candidats inscrits devait être trop important, la Direction du Concours se réserve le droit d'organiser une épreuve de sélection en demandant à chaque candidat un enregistrement vidéo live - filmé d'un point fixe, sans interruption avec une image "en pied" - d'une oeuvre au choix du candidat n'excédant pas 10 minutes. Le candidat en sera averti directement après la clôture des inscriptions et aura un délai de 4 semaines pour fournir l'enregistrement à la Direction du Concours. 7

#### Annexe 1 .

Liste des oeuvres concertantes pour les catégories C et D .

- BOELLMANN Léon . Variations Symphoniques op 23
- CHOSTAKOVITCH Dmitri . 1er mouvement du concerto n° 1 op.107

- CHOSTAKOVITCH Dmitri : 1er mouvement du concerto n° 2 op.126
- DVORAK Anton : 1er mouvement du concerto op.104
- ELGAR Edward : 1er & 2ème mouvements du concerto op 85
- KABALEVSKY Dmitri : 1er mouvement du concerto n° 1 op.49
- KHACHATURIAN Aram : 1er mouvement du concerto
- LALO Edouard · 1er mouvement du concerto
- PROKOFIEV Sergeï . 1er mouvement du concertino op 132
- PROKOFIEV Sergeï : 1er mouvement du concerto op 58
- PROKOFIEV Sergeï . 1er mouvement de la Symphonie Concertante op.125
- SAINT-SAËNS Camille · 1er mouvement du concerto n° 1 op.33
- SAINT-SAENS Camille · 1er mouvement du concerto n° 2 op 119
- SCHUMANN Robert · 1er mouvement du concerto op.129
- TCHAIKOVSKI Piotr . Variations sur un Thème Rococo op. 33 (version Fitzenhagen) · Thème + variations 1 - 2 - 3 - 7 8.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.  
31 votants . 31 votes positifs.

---

#### **GR - Prijs voor Cello van Sint-Pieters-Woluwe 2016 - Reglement**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Overwegende dat een krediet van 6.500,00 EUR ingeschreven is op artikel 7700/331-01 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2016 voor de organisatie van de wedstrijd genaamd "Prijs voor Cello van Sint-Pieters-Woluwe 2016" ;

Overwegende dat het nodig is het reglement van deze wedstrijd vast te stellen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT het reglement van de wedstrijd genaamd "Prijs voor Cello van Sint-Pieters-Woluwe 2016" als volgt vast te stellen .

##### Artikel 1 :

De cellowedstrijd te Sint-Pieters-Woluwe is toegankelijk voor jonge cellisten van 9 tot 29 jaar die ingeschreven geweest zijn of ingeschreven zijn in een muzikale onderwijsinstelling gevestigd in België of een Europees land (Academie, Conservatorium of privé-onderwijs voor de categorieën A en B)

##### Artikel 2 :

De wedstrijd omvat 4 categorieën

**Categorie A** . kandidaten tussen 9 en 13 jaar, die les volgen in een muziekacademie, in een gelijkwaardig onderwijs of privé-onderwijs.

**Categorie B** . kandidaten tussen 14 en 25 jaar, die les volgen in een muziekacademie, in een gelijkwaardig onderwijs of privé-onderwijs

**Categorie C** . kandidaten tussen 15 en 18 jaar, die les volgen in een Koninklijk

Conservatorium of een gelijkwaardig onderwijs (leerlingen inbegrepen die in een Conservatorium als "Jong Talent" ingeschreven zijn).

**Categorie D** . kandidaten tussen 19 en 29 jaar, die les volgen in een Koninklijk Conservatorium of een gelijkwaardig onderwijs, maar nog geen eindexamen behaald hebben (Master of gelijkwaardig)

Artikel 3 :

De wedstrijd verloopt in 2 fasen .

Schifting . op vrijdag 6 mei 2016 - Finale . op zaterdag 7 mei 2016.

Het uur van optreden wordt later meegedeeld aan elke kandidaat die zich ingeschreven heeft

Artikel 4 :

De proeven zullen plaatsvinden in het Cultureel en Congrescentrum te Sint-Pieters-Woluwe .

93, Charles Thielemanslaan - 1150 Brussel

Artikel 5 :

De jury is samengesteld uit . de Schepenen van Cultuur van Sint-Pieters-Woluwe ; de Schepenen van Onderwijs van Sint-Pieters-Woluwe ; vier erkende persoonlijkheden uit de cellowereld, pedagogen of bekende instrumentisten onder wie Dhr Edmond Baert, eredoctor aan het Koninklijk Conservatorium van Brussel , Mw. Caroline Descamps, Directrice van de Muziekacademie van Sint-Pieters-Woluwe, en de pianist-begeleider van de wedstrijd, docent aan het Muziekconservatorium van Brussel.

Artikel 6 :

De deliberaties van de jury zijn strikt vertrouwelijk en hun beslissing onherroepelijk. Indien één van de juryleden docent is of geweest is van een deelnemer, zal hij zich onthouden bij de quotering

Artikel 7 :

De jury kan beslissen om een optreden in te korten als de maximum tijdsduur overschreden wordt

Artikel 8 :

De kandidaten moeten de partituren van de gespeelde werken aan de jury voorleggen.

Artikel 9 :

De kandidaten moeten zich tenminste één uur voor hun optreden aanmelden De kandidaat die te laat komt op de proeven mag niet meer deelnemen aan de wedstrijd.

Artikel 10 :

Alle proeven zijn openbaar.

Artikel 11 :

De kandidaten zijn onderverdeeld in 4 categorieën volgens de leeftijd die ze hebben op 7 mei 2016. Het programma van de proeven bestaat enkel uit originele werken en verloopt als volgt .

**Categorie A**

Schiftingsproef (maximum 10 minuut) :

- Opgelegd werk : Paul Bazelaire - Variations sur une chanson naïve, op. 125 (Thema en variaties 1 - 2 - 5 en 7)
- Een keuzewerk

Finale (maximum 10 minuut) .

- Opgelegd werk : Gabriel Fauré - Sicilienne, op. 78
- Een keuzewerk (anders dan de schiftingsproef)

### **Categorie B**

Schiftingsproef .

- Opgelegd werk : Johann Sebastian Bach - Prelude uit één van de eerste drie Suites voor cello
- Opgelegd werk : Eric Feldbusch - Phantasmes (uitgegeven door Andel Uitgave - 8400 Oostende en beschikbaar voor 10,50 EUR - verzendkosten niet inbegrepen)

Finale (maximum 15 minuut) .

- Opgelegd werk : Joseph Haydn - Menuet in C groot (trans. Alfredo Piatti - Ed. IMC 551)
- Eerste beweging van een concertwerk naar keuze die 10 minuut niet mag overschrijden (in overeenstemming met de Directie van de Wedstrijd)

### **Categorie C**

Schiftingsproef :

- Opgelegd werk . Johann Sebastian Bach - Prelude uit één van de zes Suites voor cello
- Opgelegd werk : François Servais - La Romanesca (uitgegeven door de V.Z.W. Servais en beschikbaar voor 5,40 EUR - verzendkosten niet inbegrepen) + een werk naar keuze uit de 6 Etudes voor cello en piano (uitgegeven door de V.Z.W. Servais en beschikbaar voor 16,20 EUR - verzendkosten niet inbegrepen)

Finale (maximum 20 minuut) .

- Opgelegd werk : Eerste beweging van een klassiek concerto
- Een concertwerk naar keuze uit de lijst in bijlage (cfr. Bijlage 1)

### **Categorie D**

Schiftingsproef .

- Opgelegd werk . Johann Sebastian Bach - Prelude uit één van de zes Suites voor cello
- Een keuzewerk (maximum 10 minuut) - in overeenstemming met de Directie van de Wedstijd
- Opgelegd werk . Eric Feldbusch - Beweging 1 en 3 van Mosaïque (uitgegeven door A. Van Kerckhoven en beschikbaar voor 10,00 EUR - verzendkosten niet inbegrepen)

Finale :

- Opgelegd werk · eerste beweging van een klassiek concert
- Een concertwerk naar keuze uit de lijst in bijlage (cfr. Bijlage 1)

Artikel 12 :

De kandidaten kunnen zich aanbieden met een begeleider van hun keuze of een beroep doen op de officiële begeleider van de wedstrijd. In dat geval, dienen de kandidaten het secretariaat van de wedstrijd en de begeleider van de wedstrijd te contacteren ten laatste op 15 maart 2016, einddatum van de inschrijvingen.

Begeleider . Dhr. Pierre BRUNELLO : 0475/95.36.89 - brunello.pierre@gmail.com

De repetities met de begeleider zullen plaatsvinden op donderdag 5 mei 2016 (dag voor de schiftingsproef) in het Cultureel en Congressentrum van Sint-Pieters-Woluwe - Zaal Fabry - Charles Thielemanslaan 93 - 1150 Brussel.

Artikel 13 :

De inschrijvingen, vergezeld van een recente foto, een recto-verso fotokopie van de identiteitskaart, een bewijs van het niveau van de studies en het gewenste programma (aanvaarding onder voorbehoud van de Directie van de Wedstrijd), moeten opgestuurd worden naar : Secretariaat van het "Concours de Violoncelle de Woluwe-Saint-Pierre" - C/O Académie de Musique, Charles Thielemanslaan 28, 1150 Brussel ten laatste op 15 maart 2016 (poststempel geldt als bewijs).

Artikel 14 :

Het inschrijvingsgeld bedraagt 25,00 EUR, te storten op het rekeningnummer : IBAN BE 67 0910 0019 9887 - code BIC GKCCBEBB van het Administration communale de Woluwe-Saint-Pierre met de vermelding : "Concours de Violoncelle de Woluwe-Saint-Pierre"

Dit inschrijvingsgeld wordt in geen geval terugbetaald

De uiterste inschrijvingsdatum is 15 maart 2016.

Artikel 15

Elke kandidaat van wie het dossier in orde is, krijgt een ontvangstbevestiging. Het dossier is in orde als het de volgende documenten bevat : het voorgestelde programma van de kandidaat, het inschrijvingsformulier, het bewijs van betaling van het inschrijvingsgeld, een foto, een fotokopie van de identiteitskaart, een studiebewijs, een overschrijvingsformulier of een rekening uittreksel met de naam van de kandidaat (voor de betaling van de Prijs)

Artikel 16 :

Deze Prijs wordt uitgereikt per categorie :

**Categorie A :**

- 1ste Prijs ter waarde van 350,00 EUR

**Categorie B :**

- 1ste Prijs ter waarde van 400,00 EUR.
- Een speciale prijs ter waarde van 100,00 EUR toegekend door **de Stichting Eric Feldbusch** aan de kandidaat met de beste vertolking van "Phantasmes"

### **Categorie C :**

- 1ste Prijs ter waarde van 500,00 EUR, **Prijs van de Minister Joëlle Milquet**, zal uitgereikt worden door de Minister van de "Fédération Wallonie-Bruxelles" voor de categorie Jong Talent van 15 tot 18 jaar.
- 2de Prijs ter waarde van 250,00 EUR, **Prijs van "Les Amis de l'Académie de Musique de Woluwe-Saint-Pierre"**.
- Een speciale prijs ter waarde van 250,00 EUR toegekend door **de V.Z.W. Servais** aan de kandidaat met de beste vertolking van het werk van François Servais

### **Categorie D :**

- 1ste Prijs ter waarde van 1000,00 EUR, **Prijs Edmond Baert**.
- 2de Prijs ter waarde van 500,00 EUR.
- 3de Prijs ter waarde van 250,00 EUR.
- Een speciale prijs ter waarde van 400,00 EUR toegekend door de **Stichting Eric Feldbusch** aan de kandidaat met de beste vertolking van "Mosaïque".

#### Artikel 17 :

De jury is autonoom en kan een prijs al dan niet toekennen, wanneer hij vindt dat het algemeen niveau van de wedstrijd onvoldoende is. De beslissing van de jury wordt bij meerderheid van stemmen genomen - de stem van de voorzitter is doorslaggevend - en wordt ter plaatse meegedeeld door de voorzitter van de jury

#### Artikel 18 :

De kandidaat die een eerste Prijs in zijn categorie behaalt, kan zich geen kandidaat meer stellen in dezelfde categorie.

#### Artikel 19 :

De Directie van de Wedstrijd houdt zich het recht voor om niet-commerciële audio/video opnames van de optredens van de kandidaten te maken.

#### Artikel 20 :

De Directie van de Wedstrijd kan in geen geval verantwoordelijk worden gesteld in geval van fysieke of materiële schade die voortvloeit uit de deelname of de medewerking aan de wedstrijd

#### Artikel 21 :

Deelname aan deze wedstrijd betekent de onvoorwaardelijke aanvaarding van bovenstaand wedstrijdreglement. In geval van geschil, zullen enkel in het Frans geschreven teksten als geldig worden beschouwd. Alle onvoorziene omstandigheden die niet vermeld worden in het huidige reglement of onvoorziene situaties die voortvloeien uit de toepassing van dit reglement, zullen door de onherroepelijke beslissing van de jury bekrachtigd worden

#### Artikel 22 :

Zou het aantal ingeschreven kandidaten te omvangrijk zijn, zal de Directie van de Wedstrijd een selectieproef organiseren waarbij ze aan elke kandidaat een live video opname zal vragen - vanuit een vast standpunt, met camera staander en zonder

onderbreking - van een werk naar keuze dat 10 minuten niet mag overschrijden. De kandidaten zullen op de hoogte gebracht worden zodra de inschrijvingen afgelopen zijn. De kandidaten zullen in dat geval 4 weken tijd hebben om hun opname aan de Directie van de Wedstrijd op te sturen

Bijlage 1 .

Lijst van de concertwerken voor categorie C en D :

- BOELLMANN Léon : Variations Symphoniques op.23
- SJOSTAKOVITSJ Dmitri : 1ste beweging van het Concerto nr. 1 op.107
- SJOSTAKOVITSJ Dmitri . 1ste beweging van het Concerto nr. 2 op.126
- DVORAK Anton : 1ste beweging van het Concerto op 104
- ELGAR Edward . 1ste & 2de beweging van het Concerto op 85
- KABALEVSKY Dmitri : 1ste beweging van het Concerto nr. 1 op.49
- CHATSJATOERJAN Aïam · 1ste beweging van het Concerto
- LALO Edouard · 1ste beweging van het Concerto
- PROKOFIEV Sergei · 1ste beweging van het Concertino nr. 132
- PROKOFIEV Sergei : 1ste beweging van het Concerto nr 58
- PROKOFIEV Sergei : 1ste beweging van de Symphonie Concertante op.125
- SAINT-SAËNS Camille : 1ste beweging van het Concerto nr 1 op 33
- SAINT-SAËNS Camille . 1ste beweging van het Concerto nr 2 op 119
- SCHUMANN Robert . 1ste beweging van het Concerto op 129
- TSJAIKOVSKI Piotr . Rococovariaties opus 33 (versie Fitzenhagen) · Thema + variaties 1 - 2 - 3 - 7 8.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed

31 stemmeis : 31 positieve stemmen.

---

## **Budget - Comptabilité - Begroting - Boekhouding**

23.02.2016/A/0021 **CC - Association de fait ASSOCIATION DU PERSONNEL COMMUNAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE - Exercice d'activité 2015 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ,

Vu plus particulièrement l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1 239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les différents groupements ou A.S.B.L. concernés ;

Vu les documents comptables introduits par l'Association de fait ASSOCIATION DU PERSONNEL COMMUNAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE pour l'exercice d'activité 2015 ,

Considérant que les activités de ladite Association de fait au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides 2016 par ladite Association de fait ainsi que les documents comptables de l'exercice d'activité présentés par cette association peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ,

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2015 de l'Association de fait ASSOCIATION DU PERSONNEL COMMUNAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE :

1.	compte d'exploitation générale 2015 :	
	a. charges	15.129,64 EUR
	b. produits	14.452,21 EUR
	c. résultat négatif	677,43 EUR
2.	bilan 2015 :	
	a. actif-passif	9.731,85 EUR

Le Conseil prend acte

---

**GR - Feitelijke vereniging VERENIGING VAN HET GEMEENTELIJK  
PERSONEEL VAN SINT-PIETERS-WOLUWE - Dienstjaar 2015 -  
Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14.11 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ,

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt, enkel de

verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geeist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de door de verschillende V Z W 's en groeperingen ingediende boekhoudkundige stukken ;

Gelet op de door de Feitelijke vereniging VERENIGING VAN HET GEMEENTELIJK PERSONEEL VAN SINT-PIETERS-WOLUWE voor het dienstjaar 2015 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde Feitelijke vereniging in de loop van in rubriek vermeld dienstjaar kunnen beschouwd worden als zijnde conform de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning en de aanwending van de toelagen 2016 door voornoemde Feitelijke vereniging evenals de boekhoudkundige documenten van het dienstjaar voorgelegd door deze vereniging kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14 11 1983 ,

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2015 van de Feitelijke vereniging VERENIGING VAN HET GEMEENTELIJK PERSONEEL VAN SINT-PIETERS-WOLUWE .

1.	algemene exploitatierekening 2015 :	
	a lasten	15.129,64 EUR
	b. opbrengsten	14.452,21 EUR
	c. nadelig saldo	677,43 EUR
2.	balans 2015 :	
	a. actief-passief	9.731,85 EUR

De Raad neemt akte.

*Jean-Claude Laes quitte la séance / verlaat de zitting*

---

## **Enseignement francophone - Enseignement néerlandophone - Franstalig onderwijs - Nederlandstalig onderwijs**

23.02.2016/A/0022 **CC - Enseignement fondamental néerlandophone - Ecole fondamentale de Joli-Bois - Implantation de l'école du Centre - Restructuration - Déménagement de deux classes maternelles de l'école du Centre vers l'implantation principale de Joli-Bois**

Le Conseil approuve le projet de délibération  
30 votants · 19 votes positifs, 11 votes négatifs.

*Non : Willem Draps, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe,*

**GR - Nederlandstalig basisonderwijs - Basisschool van Mooi-Bos - Vestigingsplaats  
Centrumschool - Herstructurering - Verhuizing van twee kleuterklassen  
(graadsklassen) van de Centrumschool naar de hoofdvestiging in Mooi-Bos**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het decreet van 25.02.1997 van de Vlaamse Gemeenschap betreffende het basisonderwijs, met name artikel 107 ;

Gelet op het decreet van 02.04.2004 van de Vlaamse Gemeenschap betreffende de participatie op school en de Vlaamse Onderwijsraad (Participatiedecreet), artikel 21, 2° ;

Gelet op de principebeslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26.11 2015 ;

Gelet op het overleg met de schoolraad van 03.02.2016 ;

Gelet op het overleg met het ABOC van 09.02 2016 ;

Overwegende dat het gemeentelijk kinderdagverblijf dat net naast de Nederlandstalige Centrumschool gelegen is, uitgebreid moet worden, er zijn immers lange wachtlijsten voor dit kinderdagverblijf (het enige in het centrum van Sint-Pieters-Woluwe) en die wil het gemeentebestuur wegwerken ,

Overwegende dat het gemeentebestuur de afgelopen zes maanden op vraag van het onderwijzend personeel en de ouders van de Nederlandstalige Centrumschool verschillende mogelijke opties onderzocht heeft om de 2 kleuterklassen in de centrumwijk van Sint-Pieters-Woluwe te behouden, maar dat die alle om diverse redenen, vooral stedenbouwkundig van aard, niet haalbaar zijn gebleken ;

Overwegende dat het gemeentebestuur zich bijgevolg genoodzaakt ziet om de twee kleuterklassen van de Nederlandstalige Centrumschool vanaf schooljaar 2016-2017 onder te brengen in de hoofdvestiging van de basisschool op de schoolsite van Mooi-Bos ,

Overwegende dat de plaats van de reeds ingeschreven kindjes behouden blijft ;

Overwegende dat de totale capaciteit van 50 plaatsen in de twee klasjes ook behouden blijft ;

Overwegende dat het niet uitgesloten is dat in de toekomst opnieuw een wijkafdeling van de Nederlandstalige basisschool in Mooi-Bos wordt geopend in de centrumwijk ;

Overwegende dat dit lopende schooljaar op de Nederlandstalige schoolsite van Mooi-Bos enorm zal geïnvesteerd worden in nieuwe, moderne schoolinfrastructuur ; zo worden vijf nieuwe lokalen bijgebouwd in de zolderverdieping van het gebouw ,

Overwegende dat ook de twee kleuterklasjes die over komen van de Centrumschool in de toekomst - vanaf 2017 - ondergebracht zullen worden in gloednieuwe infrastructuur (passiefbouw), wat voor een kwalitatieve upgrade zal zorgen in vergelijking met de huidige situatie ;

Overwegende dat het schoolbestuur of zijn gemandateerde overeenkomstig artikel 21, 2°, van het Participatiedecreet, ieder ontwerp van beslissing dat betrekking heeft op het studieaanbod voor overleg aan de schoolraad moet voorleggen ,

Overwegende dat overeenkomstig vaste jurisprudentie van de commissie zorgvuldig bestuur het opheffen van een vestigingsplaats (herstructurering) in het kleuteronderwijs behoort tot het studieaanbod (CZB/KL/P/KBO/2013/321) ;

Overwegende dat een herstructurering altijd uitwerking heeft op 1 september ,

Overwegende dat het schoolbestuur aan het bevoegde schoolbeheerteam ten laatste op 1 mei van het lopende schooljaar een herstructurering die ze in haar school of vestigingsplaats(en) vanaf het volgende schooljaar doorvoert, dient te melden ;

BESLUIT :

- 1 als schoolbestuur van de Nederlandstalige basisschool van Mooi-Bos over te gaan tot herstructurering, zoals bedoeld in artikel 107 van het decreet basisonderwijs van 25 02.1997 van de Vlaamse Gemeenschap ,
2. de twee kleuterklassen (graadsklassen) van de Nederlandstalige Centrumschool per 01.09.2016 over te brengen naar de hoofdvestiging van de Nederlandstalige basisschool in Mooi-Bos

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed

30 stemmeis : 19 positieve stemmen, 11 negatieve stemmen.

*Nee : Willem Draps, Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Sophie Liégeois, Odile Callebaut.*

---

## Secrétariat - Secretariaat

23.02.2016/A/0023 **GR - Interpellatie - "Ontdubbeling van de leerlijnen in de Nederlandstalige school Mooi-Bos" (Mw. Carla DEJONGHE)**

DE RAAD,

Gelet op het dossier betiteld "Interpellatie - "Ontdubbeling van de leerlijnen in de school Mooi-Bos"" en ingeschreven op de dagorde van deze zitting, op verzoek van Mw. C. DEJONGHE, gemeenteraadslid ;

HOORT :

- 1 de interpellatie van Mw. C. DEJONGHE, gemeenteraadslid, waarvan samenvatting hierna opgesteld door betrokkene :  
"De sluiting van de Centrumschool en de verhuis van de kleutertjes naar de site van Mooi-Bos is volgens ons een verkeerde beslissing van dit college De vraag kan hierbij duidelijk gesteld wordt hoe het college de evolutie van het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs op de langere termijn ziet  
Maar er is ook de iets kortere termijn en op die vragen moet sneller antwoord komen Het aantal kleutertjes in de Nederlandstalige sectie van het Centrumschooltje werd nog niet zo lang geleden verdubbeld en nu is er dus de verhuis . Door de verhuis verschuift men dus capaciteitsproblemen van de ene kant van de gemeente naar de andere kant, zonder ze echt op te lossen De

instroom van een veertigtal kleuters in een daartoe niet aangepaste schoolomgeving zal immers de schoolinfrastructuur al op korte termijn onder druk zetten.

Die kleuters moeten immers doorstromen naar de lagere school. Daar is momenteel slechts één leerlijn. En die klasjes zitten qua capaciteit al vol. Wij willen graag weten hoe het college dit denkt op te lossen. Doorgaans wordt er stelselmatig een uitbreiding of ontubbeling per jaar gerealiseerd, maar de vraag is of dit infrastructuurgewijs mogelijk is in Mooi-Bos. De school kampte immers al met een capaciteitstekort. Op een gegeven moment zorgt een onaangepaste infrastructuur overigens voor een afname van de kwaliteit van het onderwijs...

Indien er geen ontubbeling gerealiseerd wordt, moet er opnieuw ingeschreven worden.

Het lijkt ons redelijk dat we de ouders, zowel van de kinderen die nu in Mooi-Bos al school lopen als de ouders van het Centrum, geen rad voor de ogen draaien.

Daarom deze vragen:

- 1) Welke maatregelen heeft de gemeente voorzien voor de doorstroom van het aantal kleutertjes van de Centrumschool naar het lager onderwijs in Mooi-Bos? Op welke manier zal de infrastructuur hiervoor aangepast worden? Wordt er een dubbele leerlijn opgericht? Indien niet, hoe zal de communicatie naar de ouders gebeuren wat betreft nieuwe inschrijvingen?
  - 2) Kan u ons een overzicht geven van de evolutie en geanticipeerde leerlingenaantallen in de Nederlandstalige afdeling van Mooi-Bos, zowel in het kleuter- als lager onderwijs in de komende jaren?
  - 3) Op welke manier zal de gemeente investeren in een uitbreiding van het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs, om de recente uitbreiding van de kleutertjes van de Nederlandstalige sectie van de Centrumschool op te vangen?
  - 4) Zal er een busje voorzien worden tussen de Centrumwijk en de Mooi-Bos-school, zoals beloofd werd aan de ouders?"
2. het antwoord dat haar wordt verstrekt door Dhr. H. DE VOS, schepen ;
3. de uitwisseling tussen Dhr. H. DE VOS en Mw. C. DEJONGHE.

De Raad hoort de interpellatie en het gegeven antwoord.

---

23.02.2016/A/0024 **GR - Interpellatie - "Vervanging van de directie van de Nederlandstalige gemeentelijke basisschool van Stokkel" (Mw. Carla DEJONGHE)**

DE RAAD,

Gelet op het dossier betiteld "Interpellatie - "Vervanging van de directie van de gemeentelijke basisschool van Stokkel"" en ingeschreven op de dagorde van deze zitting, op verzoek van Mw. C. DEJONGHE, gemeenteraadslid ;

HOORT .

1 de interpellatie van Mw C DEJONGHE, gemeenteraadslid, waarvan samenvatting hierna opgesteld door betrokkene .

"De directrice van de gemeentelijke basisschool van Stokkel is nu al reeds enige weken afwezig wegens ziekte. Ondertussen werd er echter geen vervanger aangeduid, een dienstdoende directie. De school draait natuurlijk verder, maar het lijkt me essentieel dat iemand de verantwoordelijkheid van de directrice overneemt. Wie grijpt er anders in bij eventuele problemen, zowel praktische als met ouders? Dit had dadelijk kunnen gebeuren !

Over 3 weken zal het schoolfeest plaatsvinden. Ook hiervoor moet nog heel wat geregeld worden. Ook hier rijst de vraag : wie is verantwoordelijk. De schoolraad heeft een nieuwe samenstelling en moet ook nog even wennen en kijken hoe de zaken aangepakt moeten worden. Dus moet men sowieso op de leerkrachten terugvallen...

1. Waarom is er na de reglementaire periode van vervanging wegens ziekte van de directeur geen vervanger aangeduid met alle bevoegdheden als directeur? Het kost de gemeente immers niks aan loon.
2. Indien er geen vervanger komt, waarom is de directie van de andere gemeenteschool dan geen poolshoogte gaan nemen ?" ,
2. het antwoord dat haar wordt verstrekt door Dhr. H. DE VOS, schepen ;
3. de uitwisseling tussen Dhr. H. DE VOS en Mw. C. DEJONGHE.

De Raad hoort de interpellatie en het gegeven antwoord

---

23.02 2016/A/0025 **CC - Interpellation - "Pour le retour des 30 minutes gratuites dans le parking du Stockel Square le week-end" (M. Tanguy VERHEYEN)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Pour le retour des 30 minutes gratuites dans le parking du Stockel Square le week-end"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. T. VERHEYEN, conseillers communaux ,

ENTEND .

1. l'interpellation de M. T. VERHEYEN, conseillers communaux, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Lois du Conseil communal du 18.01.2016, un avenant à la convention d'occupation du parking extérieur du Stockel Square avec la société Interparking a été inscrit à l'ordre du jour

Un article de la convention prévoit « (...) que l'application de la gratuité pendant une période de 30 minutes sera supprimée les samedis et dimanches à compter du 01.01.2016 ».

L'Echevin en charge du dossier a été interrogé en commission afin de présenter les modifications et à aucun moment n'a fait part de ce changement majeur, ce qui n'est pas acceptable.

Cette suppression des 30 minutes gratuites est grandement préjudiciables aux

commerçants, aux riverains et aux clients. Par ce type de mauvaises décisions, petit à petit, nos commerces meurent.

- Quel est la position du Collège sur cette négociation ?
  - Les responsables d'AXA, propriétaire du centre commercial, ont-ils été informés de ceci ?
  - Pourquoi les commerçants n'ont-ils pas été consultés ?
  - Pourquoi les commerçants n'ont-ils pas été avertis, et ont été mis devant le fait accompli ?" ,
2. la réponse qui lui est donnée par M. D. DE KEYSER, échevin ;
  - 3 les échanges entre M. D. DE KEYSER et M. T. VERHEYEN.

Le Conseil entend l'interpellation et la réponse donnée.

*Willem Draps quitte la séance / verlaat de zitting*

---

23.02.2016/A/0026 **CC - Interpellation - "Réactivation du jumelage avec Chao Yang en Chine" (Mme Anne Charlotte d'URSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Réactivation du jumelage avec Chao Yang en Chine"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme A -C. d'URSEL, conseiller communal ;

ENTEND :

- 1 l'interpellation de Mme A -C d'URSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée .

"On se souvient tous de la suspension à grand fracas du jumelage que la commune entretenait avec le district de Chao Yang situé dans la banlieue de Pékin, à l'occasion du Conseil communal du 20 mars 2008 et ce, à l'unanimité. Tous les panneaux d'entrée dans notre verdoyante commune qui portent fièrement les couleurs de nos jumelages et qui concernaient la Chine furent enlevés illico

En effet, début mars 2008, à quelques mois des Jeux olympiques de Pékin et le jour du 49<sup>ème</sup> anniversaire du soulèvement tibétain de 1959, des manifestations pacifiques de moines bouddhistes avaient eu lieu à Lhassa, capitale du Tibet. Ceux-ci réclamaient la libération des moines emprisonnés en octobre 2007. Quelques jours plus tard, les manifestations dégénèrent en violentes émeutes qui furent de très nombreuses victimes du côté tibétain et un millier de commerces et bâtiments publics détruits.

Conscients de l'impact limité de notre démarche sur les autorités chinoises, il a, malgré tout, paru évident à chacun des membres du conseil que nous ne pouvions dans ce contexte conserver tel quel le jumelage qui nous liait à l'opresseur de la population tibétaine. C'est dans ce contexte que le jumelage fut suspendu.

Ironie de l'histoire, on se rappelle aussi avoir retrouvé seulement quelques mois plus tard le plus grand pourfendeur de ce jumelage qui était alors Ministre de l'économie bruxelloise à la tête d'une mission économique apparaissant tout sourire auprès de dignitaires chinois. Appelons cela de la "realpolitik".

Le 2 février dernier, nous avons tous reçu un mail du cabinet de l'échevin des jumelages nous annonçant un événement lié à ses fonctions à l'école du Centre. Ce qui est génial avec l'échevin des jumelages c'est que contrairement à d'autres, il associe volontiers les membres du Conseil communal aux manifestations qu'il organise. Ce qui est en fait normal mais qu'il nous semble bon d'en faire un exemple que d'autres échevins pourraient suivre. Seulement un bémol, les invitations nous arrivent généralement la veille pour le lendemain. Ici l'avant-avant veille, on était gâté. Si vous nous laissez au moins une semaine pour intégrer l'événement dans nos agendas, ce serait pas mal. Entre nous, j'ai du mal à croire que le Beijing Hongbantuan Women Drum Orchestra passait en coup de vent en Belgique sans l'avoir annoncé quelques mois à l'avance.

Enfin, le 5 février doit avoir eu lieu la représentation de l'orchestre féminin de tambours chinois originaire de Chao Yang. Sur le carton d'invitation, on nous annonçait l'organisation du spectacle dans le cadre de la reprise des relations de jumelage avec le district. Je dois vous avouer que cela fait plusieurs années que je demande que l'on réactive ce jumelage qui peut être intéressant pour la commune de Woluwe-Saint-Pierre et ses habitants. Je pense aujourd'hui qu'il est plus efficace pour obtenir des résultats de conserver des relations (ici politiques) plutôt que de les rompre avec un impact qui est risqué d'être égal à zéro sur la politique chinoise. Je regrette évidemment que ce soit au détour d'un spectacle de tambours que nous avons appris, nous conseillers, la reprise du jumelage.

Où en sommes-nous d'ailleurs aujourd'hui ?

La vraie question qui se pose aujourd'hui est un jumelage oui, mais pour en faire quoi ? Il s'agit d'y mettre du sens.

- L'échevin souhaite-t-il continuer le même jumelage qu'avant 2008 ou autre chose ?

- Désire-t-il continuer à jouer l'agence de voyage pour quelques jeunes "privilegiés" ? Si oui, comment compte-t-il les choisir ?

- Ou compte-t-il développer un vrai projet derrière ces départs ?

- Quels sont les liens qu'ils comptent développer avec les autorités du district ?

- Que peut-on leur apporter ? Que peuvent-ils nous apporter dans le cadre du jumelage ?

- Qu'avez-vous prévu de mettre en place au cas où une nouvelle répression violente voit le jour au Tibet ?

- Qu'avez-vous prévu de mettre en place pour porter fort nos idéaux et nos valeurs ?

- Notre échevin des droits de l'homme a-t-il été consulté ?" ,

2. la réponse qui lui est donnée par M. S. de PATOUL, échevin, et par M. P. LEFÈVRE, échevin ,

3. les échanges entre M. S. de PATOUL et Mme A.-C. d'URSEL

23.02.2016/A/0027 **CC - Interpellation - "Nouveau règlement zoné dans le quartier Konkel" (Mme Anne Charlotte d'URSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Nouveau règlement zoné dans le quartier Konkel"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme A.-C. d'URSEL, conseiller communal ;

ENTEND ·

1. l'interpellation de Mme A.-C. d'URSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Monsieur le Bourgmestre,

Monsieur l'Echevin de l'Urbanisme,

Les habitants du quartier Konkel ont récemment reçu une invitation dans leur boîte aux lettres à venir assister à une présentation d'un nouveau règlement communal d'urbanisme zoné portant sur leur quartier "chaussée de Stockel - rue Konkel" dans la salle du Conseil de Woluwe-Saint-Lambert

L'invitation signée par le Bourgmestre et l'Echevin de l'Urbanisme de Woluwe-Saint-Pierre faisait référence à un règlement adopté par le Conseil communal du 19 octobre 2015. N'ayant pas le souvenir de ce règlement, j'ai repris le procès-verbal du conseil d'octobre et me suis aperçu que non seulement ce conseil n'a pas eu lieu le 19 octobre comme indiqué (le 20 en réalité) mais beaucoup plus grave qu'il n'y est fait mention nulle part d'un quelconque règlement zoné. Vous devez imaginer la surprise de la population mise devant le fait accompli et qui nous invective pensant que nous avons voté un règlement dont nous n'avons pas connaissance. Pourriez-vous nous donner une explication à ce cafouillage ?

La réunion de présentation dudit règlement a bien eu lieu le 16 février dernier à Woluwe-Saint-Lambert comptant des habitants de Woluwe-Saint-Pierre et de Woluwe-Saint-Lambert le quartier étant situé à cheval sur les 2 communes.

Je pense qu'il est très intéressant d'organiser des réunions de ce type qui permettent aux habitants d'être tenus informés des réglementations qui peuvent avoir un impact sur leur quartier. Cependant, je souhaiterais en savoir plus .

- Ce règlement semble avoir été adopté au Conseil de Woluwe-Saint-Lambert, pourquoi est-il à nouveau (c'est libellé comme tel) présenté aux habitants des 2 Woluwe ? Ou pourquoi ne l'a-t-il pas été plus tôt avant l'adoption par Woluwe-Saint-Lambert ?

- Où en est la concertation entre les 2 communes ?

- Quelles sont les effets potentiels de ce nouveau règlement sur le quartier Konkel (côté Woluwe-Saint-Pierre) ?

- Quelle est la position défendue par la commune de Woluwe-Saint-Pierre dans ce dossier ? Avez-vous été entendu ?

- Quelles ont été les principales préoccupations des habitants de Woluwe-Saint-Pierre ?

- Comptez-vous vous aussi présenter un règlement zoné pour la partie

- Woluwe-Saint-Pierre du quartier Konkel ?" ;  
2. la réponse qui lui est donnée par M D DE KEYSER, échevin.

Le Conseil entend l'interpellation et la réponse donnée

---

23.02.2016/A/0028 **CC - Interpellation - "Nuisances causées par le dancing avenue de Tervueren" (M. Aurélien DE BAUW)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Nuisances causées par le dancing avenue de Tervueren"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. A. DE BAUW, conseiller communal ;

ENTEND .

1. l'interpellation de M. A. DE BAUW, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres du Collège,  
Je souhaiterais interpellier le Bourgmestre sur la suite du dossier concernant l'établissement nocturne situé 328 avenue de Tervueren. Notre chef de groupe a pourtant déjà interpellé concernant le dossier en mettant en évidence certains débordements qui n'ont apparemment pas été suffisamment pris en compte.

En effet, il est régulier que les normes de bruit soient dépassées ainsi que l'horaire ; une habitante a dû appeler la police à 5h du matin Mais ce n'est pas tout car les normes de parking ne sont pas du tout respectées, les plantes du chemin de Ronde sont à chaque fois piétinées par le parking sauvage et les clients se parquent même sur l'ancien chemin de fer et ce jusqu'au pont.

Je souhaiterais poser les questions suivantes sur ce dossier :

- Quel est exactement l'accord conclu avec l'établissement concernant les horaires et sous quelles conditions ?
- Les conditions sont-elles respectées ?
- Allez-vous revenir en arrière concernant l'horaire accordé (3h le jeudi, vendredi, samedi) ?
- N'est-il pas plus judicieux d'accorder cet horaire occasionnellement ?
- Combien de plaintes la police a-t-elle recensé depuis l'ouverture de cet établissement ?
- Avez-vous vous-même reçu des courriers ou courriels d'habitants ?
- Pensez-vous que la situation dudit établissement (quartier résidentiel, nuisances dues au positionnement du bâtiment) est judicieuse pour y placer une discothèque ?

Je ne suis pas contraire à favoriser les événements occasionnels, contrôlés, prenant en compte le sommeil et la tranquillité de nos concitoyens tels que les apéros de Stockel et urbains. Par contre, je suis tout à fait contraire à une boîte de nuit qui passe de la musique tonitruante jusqu'aux petites heures dans un quartier résidentiel qui ne s'y prête pas." ;

2. la réponse qui lui est donnée par M B CEREXHE, bourgmestre.

Le Conseil entend l'interpellation et la réponse donnée.

---

23.02.2016/A/0029 **CC - Interpellation - "Abattage d'arbres dans le Parc de l'Auberge des Maieurs"**  
(Mme Alexia BERTRAND)

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Abattage d'arbres dans le Parc de l'Auberge des Maieurs"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme A BERTRAND, conseiller communal ;

ENTEND .

1. l'interpellation de Mme A. BERTRAND, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée ·  
"Un magnifique noyer a récemment été abattu dans le Parc de l'Auberge des Maieurs (côté Rue Louis Thys)  
Il en va de même pour un Taxus Baccata Ces arbres ne menaçaient pourtant pas la sécurité des immeubles voisins. En ce qui concerne le noyer, il a encore donné des noix à l'automne dernier  
Pourquoi ces arbres ont-ils été abattus ? Un permis d'urbanisme a-t-il été obtenu ? Seront-ils remplacés ?" ;
2. la réponse qui lui est donnée par Mme C. LHOIR, échevin.

Le Conseil entend l'interpellation et la réponse donnée.

---

23.02.2016/A/0030 **GR - Interpellatie - "Meubilair in de Nederlandstalige bibliotheek"** (Mw. Alexia BERTRAND)

DE RAAD,

Gelet op het dossier betiteld "Interpellatie - "Meubilair in de Nederlandstalige bibliotheek"" en ingeschreven op de dagorde van deze zitting, op verzoek van Mw. A. BERTRAND, gemeenteraadslid ;

HOORT :

1. de interpellatie van Mw. A. BERTRAND, gemeenteraadslid, waarvan samenvatting hierna opgesteld door betrokkene :  
"De passieve Nederlandstalige bibliotheek is zonder enige twijfel een groot succes.  
Dat project, dat voortvloeit uit een enorme inzet onder de vorige legislatuur en dat in 2013 concreet werd, was vooruitstrevend. Een passief gebouw, hedendaagse architectuur, dichtbij de scholen, aangename ruimtes, aan alles was gedacht  
90 % van het werk werd met brio afgeïnd Maar waarom werd er niet geïnvesteerd in dat wat in een bibliotheek echt het verschil maakt, met name het meubilair ?  
Ik denk in het bijzonder aan het kindermeubilair, zoals kussens,

wanddecoratie, gezellige leeshoekjes tafeltjes, kasten op kinderhoogte...

Als je de allerkleinsten ertoe wil aanzetten om regelmatig terug te komen om te leren, te spelen en om de smaak van het lezen te pakken te krijgen, is het belangrijk dat de bibliotheek voor kinderen kleurrijk en fascinerend is. Waarom geen plek maken die de verhalen tot leven brengt ? Een plaats van fantasie, ontdekking en verkenning. Een plek voor het vertellen van verhalen, lezen en leren. Een kinderbibliotheek biedt de kans om een magische wereld vol ontdekkingen te scheppen en om de verbeelding te stimuleren door voor levendige kleuren, leuke illustraties en aangepaste meubels te kiezen

Kinderen zijn natuurlijk nieuwe gebruikers van de gezellige bibliotheek, maar de inrichting van een ruimte die perfect past bij de allerkleinsten kan hen inspireren en aanmoedigen om regelmatig terug te komen en op te groeien met de kennis en het gelach van de boeken.

Meubels met een ludieke vorm (dieren, bloemen, sterren,...) en met een rijk kleurenpalet, in de eerste plaats primaire kleuren en pastelkleuren, zijn alom tegenwoordig.

Waarom zien we dat niet in onze bibliotheek ? Wat legt deze keuze uit ?" ;

2 het antwoord dat haar wordt verstrekt door Dhr. H. DE VOS, schepen.

De Raad hoort de interpellatie en het gegeven antwoord.

---

23 02 2016/A/0031 **CC - Interpellation - "Locaux de la Croix-Rouge de Woluwe-Saint-Pierre" (Mme Alexia BERTRAND)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Locaux de la Croix-Rouge de Woluwe-Saint-Pierre"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme A BERTRAND, conseiller communal ,

ENTEND .

1. l'interpellation de Mme A. BERTRAND, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Nous connaissons tous la Croix-Rouge et le travail extraordinaire qu'accomplit cette organisation qui existe depuis plus de 150 ans.

Les missions de la Croix-Rouge dans la commune sont extrêmement variées et touchent un public très large. Cela concerne des activités de secouriste, de formation et d'information, d'aide aux personnes dans les rues

Malheureusement, depuis quelques temps, la section de Woluwe-Saint-Pierre ne dispose plus de locaux adaptés à ses activités, au rangement du matériel, aux formations à donner ni aux réunions et recyclages de la section

La section locale de Woluwe-Saint-Pierre a en effet dû quitter ses locaux sis au centre culturel Kontakt le 30 juin 2015 car le bâtiment a été mis en vente.

Elle occupe depuis lors les anciens vestiaires de Kelle. Ces locaux ne sont toutefois pas adaptés pour ses missions et ne permettent pas de dispenser ses formations.

Qu'a fait la commune pour répondre aux besoins de la Croix-Rouge ?

Comment la commune compte-t-elle assurer la pérennité des activités de la Croix-Rouge de Woluwe-Saint-Pierre ?

Quelles sont les options étudiées ?

Quand la Croix-Rouge aura-t-elle enfin un local adapté à ses missions mis à disposition pour une période durable et avec la sécurité juridique dont elle a besoin ?" ,

2. la réponse qui lui est donnée par M. D. DE KEYSER, échevin.

Le Conseil entend l'interpellation et la réponse donnée.

*Carla Dejonghe quitte la séance / verlaat de zitting*

---

SÉANCE À HUIS-CLOS - BESLOTEN ZITTING

**Administration - Rémunération du personnel - Beheer - Bezoldiging van het personeel**

23.02.2016/A/0032 **CC - Personnel communal non-enseignant - Mise à disposition auprès d'une A.S.B.L. communale d'une puéricultrice contractuelle - Conditions, durée, nature de la mission - Convention - Mme Patricia CAMBIER**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11.02.2016, décidant d'engager au 04.02.2016 Mme Patricia CAMBIER, en qualité de puéricultrice contractuelle à temps plein, en remplacement de Mme Véronique JANSSEN et jusqu'à la reprise de fonctions de cette dernière ;

Considérant que l'article 144bis de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, permet aux communes de mettre des agents contractuels à la disposition d'un C.P A.S ou d'une A S B L moyennant le respect de certaines conditions ,

Considérant que Mme Patricia CAMBIER effectuera des tâches d'intérêt général au sein de l'A S B L CAP FAMILLE ;

Considérant que Mme Patricia CAMBIER conserve sa qualité d'agent contractuel de la commune et demeure soumise aux dispositions règlementaires applicables aux agents contractuels, en ce compris le règlement de travail et le statut pécuniaire ;

Considérant que la commune reste l'employeur principal de l'intéressée ,

Considérant que les conditions de la mise à disposition des membres du personnel statutaires et contractuels doivent être approuvées par le Conseil communal ,

DECIDE :

1. de mettre à disposition de l'A.S.B.L. CAP FAMILLE, Mme Patricia CAMBIER à temps plein à partir du 04.02.2016 en remplacement de Mme Véronique JANSSEN et jusqu'à la reprise de fonctions de cette dernière ou au plus tard le 31.12.2016 ,
2. d'approuver la convention de mise à disposition ci-annexée à signer par la commune, l'A.S.B.L. et le membre du personnel communal, reprenant les conditions et la durée de la mise à disposition ainsi que la nature de la mission ;

wanddecoratie, gezellige leeshoekjes tafeltjes, kasten op kinderhoogte...

Als je de allerkleinsten ertoe wil aanzetten om regelmatig terug te komen om te leren, te spelen en om de smaak van het lezen te pakken te krijgen, is het belangrijk dat de bibliotheek voor kinderen kleurrijk en fascinerend is. Waarom geen plek maken die de verhalen tot leven brengt ! Een plaats van fantasie, ontdekking en verkenning. Een plek voor het vertellen van verhalen, lezen en leren. Een kinderbibliotheek biedt de kans om een magische wereld vol ontdekkingen te scheppen en om de verbeelding te stimuleren door voor levendige kleuren, leuke illustraties en aangepaste meubels te kiezen.

Kinderen zijn natuurlijk nieuwe gebruikers van de gezellige bibliotheek, maar de inrichting van een ruimte die perfect past bij de allerkleinsten kan hen inspireren en aanmoedigen om regelmatig terug te komen en op te groeien met de kennis en het gelach van de boeken.

Meubels met een ludieke vorm (dieren, bloemen, sterren,...) en met een rijk kleurenpalet, in de eerste plaats primaire kleuren en pastelkleuren, zijn alom tegenwoordig.

Waarom zien we dat niet in onze bibliotheek ? Wat legt deze keuze uit ?" ;

2. het antwoord dat haar wordt verstrekt door Dhr. H. DE VOS, schepen.

De Raad hoort de interpellatie en het gegeven antwoord.

---

23.02.2016/A/0031 **CC - Interpellation - "Locaux de la Croix-Rouge de Woluwe-Saint-Pierre" (Mme Alexia BERTRAND)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Locaux de la Croix-Rouge de Woluwe-Saint-Pierre"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme A. BERTRAND, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme A. BERTRAND, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée .

"Nous connaissons tous la Croix-Rouge et le travail extraordinaire qu'accomplit cette organisation qui existe depuis plus de 150 ans.

Les missions de la Croix-Rouge dans la commune sont extrêmement variées et touchent un public très large. Cela concerne des activités de secouriste, de formation et d'information, d'aide aux personnes dans les rues.

Malheureusement, depuis quelques temps, la section de Woluwe-Saint-Pierre ne dispose plus de locaux adaptés à ses activités, au rangement du matériel, aux formations à donner ni aux réunions et recyclages de la section

La section locale de Woluwe-Saint-Pierre a en effet dû quitter ses locaux sis au centre culturel Kontakt le 30 juin 2015 car le bâtiment a été mis en vente.

Elle occupe depuis lors les anciens vestiaires de Kelle. Ces locaux ne sont toutefois pas adaptés pour ses missions et ne permettent pas de dispenser ses formations.

Qu'a fait la commune pour répondre aux besoins de la Croix-Rouge ?

Comment la commune compte-t-elle assurer la pérennité des activités de la Croix-Rouge de Woluwe-Saint-Pierre ?

Quelles sont les options étudiées ?

Quand la Croix-Rouge aura-t-elle enfin un local adapté à ses missions mis à disposition pour une période durable et avec la sécurité juridique dont elle a besoin ?" ;

2. la réponse qui lui est donnée par M. D. DE KEYSER, échevin.

Le Conseil entend l'interpellation et la réponse donnée.

*Carla Dejonghe quitte la séance / verlaat de zitting*

---